

RAPPORT DE SYNTHÈSE_ LES FEMMES ET LA TRANSITION VERTE EN AFRIQUE DENL'OUEST

Fatou Cissé , Muhatiah Wentland

Fatou Cissé , Muhatiah Wentland

©2025,



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

GRANT / SUBVENTION: - KNOWLEDGE TRANSLATION AND SYNTHESIS IN THE SUSTAINABLE INCLUSIVE ECONOMIES PROGRAM: GENDER EQUALITY IN A LOW-CARBON TRANSITION

Note de synthèse No 2

Les femmes et la transition verte en Afrique de l'Ouest

Intégrer l'égalité des sexes pour la
durabilité



Préparée par :

Fatou Cissé

Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES)

Muhathiah Wentland

African Technology Policy Studies Network (ATPS)

Remerciements

Cette note de synthèse est rédigée dans le cadre de l'initiative « Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF) en Afrique de l'Ouest », financée par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI).

Les auteurs remercient le CRDI pour son soutien financier. Ils remercient Dr Flaubert Mbiekop et Dr Lacina Diarra pour leurs conseils et orientations très appréciés. Les auteurs sont seuls responsables des opinions exprimées dans cette note. Les auteurs expriment leur gratitude aux partenaires de mise en œuvre des projets pour leur engagement et accompagnement.

Sommaire

	Signes et abréviations.....	5
	Résumé.....	7
01	Introduction.....	9
	1.1. Objectif.....	10
	1.2. Champ d'application.....	10
	1.3. Méthodologie et données.....	11
02	Autonomisation des femmes en Afrique de l'Ouest.....	13
	2.1. Contexte historique : Rôles et statuts des femmes dans les sociétés ouest-africaines.....	14
	2.2. Situation actuelle des femmes : Inégalités entre les sexes et autonomisation économique des femmes.....	14
	2.3. Les défis : Principaux obstacles auxquels sont confrontées les femmes en Afrique de l'Ouest.....	18
	2.4. Contraintes liées à la mise à l'échelle des initiatives prometteuses.....	19
03	La transition verte en Afrique.....	21
	3.1. Projets phares de la transition verte en Afrique.....	22
	3.2. Les défis : Obstacles à la réalisation d'une transition écologique.....	23
04	Des modèles réussis d'initiatives vertes en Afrique de l'Ouest.....	27
	4.1. Exposé d'initiatives vertes intégrant la dimension genre.....	28
	4.2. Leçons tirées d'expériences réussies.....	31
05	L'intersection de l'autonomisation des femmes et de la transition écologique.....	32
	5.1. Synergies : L'autonomisation des femmes, moteur de la transition verte et vice-versa.....	33
	5.2. Zones d'intersection clés : Secteurs économiques et points d'entrée.....	34
	5.3. Emplois verts : Participation des femmes aux chaînes de valeur vertes.....	37

5.4. Tendances générales et données.....	38
5.5. Une voie à suivre pour des transitions vertes inclusives.....	40
5.6. Initiatives actuelles : Aperçu des projets et politiques écologiques en cours en Afrique de l'Ouest.....	41

06 Analyse politique : L'autonomisation des femmes et la transition verte en Afrique de l'Ouest.....44

6.1. Politiques actuelles : L'autonomisation des femmes et la transition verte en Afrique de l'Ouest.....	45
6.2. Mécanismes de financement vert et leur rôle dans la transition verte selon le genre.....	46
6.3. Lacunes et besoins : Lacunes politiques dans le domaine de l'égalité des sexes et de la transition verte.....	47
6.4. Meilleures pratiques : Leçons tirées de la mise en œuvre réussie des politiques.....	48
6.5. Environnement des entreprises : Cadre pour les emplois verts et l'esprit d'entreprise des femmes.....	49

07 Rôles et contributions des parties prenantes....51

7.1. Le gouvernement : Rôle des gouvernements nationaux et locaux.....	52
7.2. Contributions des Organisations non gouvernementales et de la société civile.....	53
7.3. Le secteur privé : Participation des entreprises.....	54
7.4. La communauté internationale : Rôle des organisations internationales et des donateurs.....	55
7.5. Enseignements tirés.....	57

08 Recommandations politiques.....59

8.1. Recommandations programmatiques.....	61
8.2. Approches collaboratives : Favoriser les partenariats entre les parties prenantes.....	63

09 Conclusion.....65

Références.....	66
-----------------	----



Sigles et abréviations

AFBD	African Women in Business Initiative
ANSD	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
BAD	Banque Africaine de Développement
BIT	Bureau International du Travail
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CRDI	Centre de Recherches pour le développement International
CSAFS	Climate Smart Agriculture and Food Systems Fund
CSP	Projet de concentration d'énergie solaire
CTF	Clean Technologies Fund
EREP	ECOWAS Renewable Energy Policy
FAO	Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FCFA	Franc de la Communauté Financière en Afrique
FMNR	Farmer Managed Natural Regeneration
FVC	Fond Vert pour le Climat
GCF	Green Climate Fund
GGW	Green Great Wall
GIDA	Ghana Irrigation Development Authority
GMV	Grande Muraille Verte
GW	Gigawatt
MGF	Mutilation Génitale Féminine
MW	Mégawatt
NCCP	Ghana National Climate Change Policy



1

2

3

4

5

6

7

8

9





1

2

3

4

5

6

7

8

9



NESDA	Réseau sur l'environnement et le développement durable en Afrique
NREEEP	National Renewable Energy and Energy Efficiency Policy
ODD	Objectifs de développement Durable
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU Femmes :	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
OSC	Organisation de la Société Civile
OXFAM	Oxford Committee for Famine Relief
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PSE	Plan Sénégal Emergent Sénégal
REA	Agence d'Electrification Rurale du Nigeria
REIPPPP	Renewable Energy Independent Power Producer Procurement Programme
RNGA	Projet de régénération naturelle gérée par les agriculteurs
SADA	Savannah Accelerated Development Authority
SIDA	Syndrome d'Immunodéficience Acquis
STIM	Science, de la Technologie, de l'Ingénierie et des Mathématiques
TIC	Technologie de l'Innovation et de la Communication
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine
WEDO	Women's Environment & Development Organization



Résumé



1

2

3

4

5

6

7

8

9



Cette note de synthèse examine, à partir de la littérature grise et des résultats des recherches dans le cadre de l'initiative **Croissance de l'Economie et Débouchés Economiques des femmes (CEDEF)** en Afrique de l'Ouest, l'intersection critique entre l'autonomisation économique des femmes et la transition verte en Afrique de l'Ouest, en soulignant le rôle essentiel que jouent les femmes dans le développement durable de la région. Alors que les nations d'Afrique de l'Ouest sont confrontées aux défis interdépendants du changement climatique et de l'inégalité socio-économique, il est de plus en plus évident que la promotion de l'égalité des sexes est essentielle pour assurer une transition verte réussie. Les femmes, en particulier celles des zones rurales, sont en première ligne de la gestion des ressources naturelles, de l'agriculture et des économies locales, ce qui les place au cœur du renforcement de la résilience face aux impacts climatiques et de la promotion d'une croissance durable. Les résultats de cette analyse démontrent que lorsque les femmes disposent des outils et des ressources appropriés, elles peuvent devenir la force motrice de la transition verte. Des programmes tels que Solar Sister au Nigéria, qui permet aux femmes de devenir des entrepreneurs solaires, ont montré que l'autonomisation des femmes peut conduire à des changements transformateurs dans leurs communautés. Cependant, des écarts importants entre les hommes et les femmes en matière de politique, de financement et de prise de décision subsistent, en particulier dans les zones rurales, où les femmes se heurtent à des obstacles considérables pour accéder aux mécanismes de financement verts. En outre, leur participation aux rôles de direction qui façonnent les initiatives d'économie verte reste limitée. Un autre obstacle important identifié dans ce rapport est l'influence des normes sociales sexistes. Ces normes limitent la capacité des femmes à développer leurs entreprises ou à s'engager pleinement dans les secteurs de l'économie verte. De nombreuses femmes sont obligées de concilier leurs aspirations professionnelles et leurs charges de soins non rémunérés, ce qui limite souvent leur participation à des initiatives vertes qui exigent des engagements à long terme, comme les projets d'énergie renouvelable ou l'agriculture intelligente face au climat. Ces attentes sociales entravent le plein potentiel des femmes, même lorsqu'elles bénéficient d'un soutien financier et technique. L'analyse souligne la nécessité de relever ces défis en renforçant les systèmes financiers sensibles au genre, conçus pour répondre aux besoins spécifiques des entreprises vertes dirigées par des femmes. Il s'agit notamment de promouvoir l'accès au capital pour les projets dans le domaine des énergies renouvelables et de l'agriculture durable. Il est également nécessaire d'améliorer la mise en œuvre des politiques afin de garantir que le genre soit pleinement intégré dans les politiques relatives au climat et à l'économie verte. Cet objectif peut être atteint en impliquant plus activement les femmes dans les processus de prise de décision, tant au niveau national que local. Il est également essentiel d'étendre les programmes de développement des compétences vertes. Cela permettrait aux femmes, en particulier dans les zones rurales, d'acquérir l'expertise technique nécessaire pour travailler dans des secteurs tels que la technologie solaire, l'agriculture durable et la gestion des déchets. En conclusion, cette synthèse souligne que l'autonomisation des femmes est essentielle à la réussite de la transition verte en Afrique de l'Ouest. De même, leur implication dans la chaîne de valeur des technologies vertes fait de la transition écologique un catalyseur essentiel de l'autonomisation des femmes.

En comblant les lacunes actuelles en matière de politique, de financement et de développement des compétences, tout en favorisant la collaboration entre les gouvernements, les organisations internationales et les communautés locales, la transition verte sera à la fois inclusive et durable. En donnant aux femmes les moyens d'agir, l'Afrique de l'Ouest peut non seulement accélérer les progrès environnementaux, mais aussi créer un avenir plus juste, plus équitable et plus résilient pour l'ensemble de la région.



1

2

3

4

5

6

7

8

9



1 Introduction

L'Afrique de l'Ouest présente un potentiel socio-économique, reposant sur plusieurs piliers : i) une population jeune et dynamique, représentant une main-d'œuvre en expansion et un marché de consommation en plein essor ; ii) des ressources naturelles abondantes et diversifiées, offrant des perspectives économiques prometteuses ; iii) un secteur des services en pleine croissance et une urbanisation accélérée, qui stimulent l'économie et créent des emplois. Cependant, la région est confrontée à un ensemble complexe de défis socio-économiques, environnementaux et politiques.

La région ouest-africaine abrite des économies et des cultures diverses, mais elle reste marquée par des taux élevés de pauvreté, d'inégalités et de chômage. Nombre de ses pays doivent faire face à des systèmes de santé et d'éducation fragiles, à un faible accès aux services essentiels, ainsi qu'à des structures économiques insuffisamment diversifiées. En outre, des facteurs de vulnérabilité tels que l'insécurité alimentaire, des taux de mortalité élevés et l'endettement accru exacerbent ces défis. Par exemple, le taux de pauvreté au Nigéria oscille autour de 40 %, avec environ 83 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, tandis que le Sénégal et la Côte d'Ivoire font également face à des inégalités socio-économiques qui affectent particulièrement les populations rurales (Deinne, 2023 ; Minteh, 2016). Ces problématiques sont aggravées par l'instabilité politique et l'insécurité, notamment dans des régions comme le nord du Nigéria et le Burkina Faso, où les conflits liés au terrorisme et la pénurie de ressources ont accentué la fragilité des contextes socio-économiques (Debrah, 2021).

Parallèlement, l'Afrique de l'Ouest est particulièrement exposée aux effets du changement climatique (Baarsch et al., 2020). La hausse des températures, l'irrégularité des précipitations, la désertification et l'érosion côtière représentent des menaces majeures pour des économies essentiellement agricoles et pour la sécurité alimentaire régionale. Par exemple, au Sénégal et au Ghana, le changement climatique a entraîné d'importantes modifications des régimes pluviométriques, affectant directement la production agricole et rendant les communautés rurales plus vulnérables à l'insécurité alimentaire (Yobom, 2020 ; Addaney et al., 2021). Ces pressions environnementales nécessitent une action urgente, et c'est là que le concept de « transition verte » prend toute son importance. La transition verte désigne le passage systémique vers des pratiques de développement durable, mettant l'accent sur les énergies renouvelables, l'agriculture durable et la résilience climatique (Tippa & Amodekar, 2024). L'Afrique de l'Ouest, avec son potentiel solaire abondant, ses sources d'énergie éolienne encore inexploitées et son besoin urgent de pratiques agricoles résilientes face au climat, se trouve à un tournant décisif. Une transition verte réussie pourrait non seulement relever les défis environnementaux, mais aussi offrir de nouvelles opportunités économiques, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté et à une croissance durable.



1

2

3

4

5

6

7

8

9



Cependant, la réalisation d'une transition verte ne constitue pas seulement un défi technique ou économique ; elle est également étroitement liée à l'équité sociale, en particulier à l'égalité des sexes. Les femmes d'Afrique de l'Ouest, qu'elles vivent en milieu rural ou urbain, ont toujours été confrontées à des obstacles systémiques entravant leur participation économique et leur représentation politique. Dans de nombreuses communautés, les femmes continuent d'être touchées de manière disproportionnée par la pauvreté, l'accès restreint à l'éducation et le fardeau du travail domestique non rémunéré. Ces défis sont amplifiés dans les zones rurales, où les structures patriarcales et les normes socioculturelles cantonnent souvent les femmes à l'agriculture de subsistance ou au travail informel, offrant peu de perspectives d'émancipation économique ou de mobilité sociale ascendante. Pourtant, l'implication des femmes dans l'économie verte représente une opportunité de transformation profonde. Avec des politiques, des investissements et des systèmes de soutien appropriés, les femmes peuvent jouer un rôle clé dans la transition verte, en contribuant activement à des secteurs tels que les énergies renouvelables, l'agriculture durable et les efforts d'adaptation au climat. Par exemple, des programmes menés au Nigeria et au Ghana ont démontré que permettre aux femmes d'accéder au secteur de l'énergie solaire, en tant que techniciennes, cheffes d'entreprise ou défenseuses des politiques publiques, peut avoir un effet catalyseur sur le développement global des communautés. De même, au Burkina Faso, des initiatives portées par des femmes dans le domaine des pratiques agricoles durables ont renforcé à la fois la résilience économique et la durabilité environnementale (Lestari & Yuwana, 2023).

1.1. Objectif

Cette troisième note de synthèse du projet CEDEF Afrique de l'Ouest explore l'intersection entre l'autonomisation des femmes et la transition verte en Afrique de l'Ouest. En analysant les défis socio-économiques, les inégalités de genre et les opportunités émergentes dans l'économie verte, la note vise à souligner le rôle crucial que joue l'égalité des sexes dans la réalisation du développement durable dans la région. L'accent mis sur les femmes n'est pas accessoire, mais constitue un levier central pour l'avenir durable de l'Afrique de l'Ouest ; les évidences ont montré que l'autonomisation économique des femmes est un moteur clé de la croissance économique, de la gestion environnementale et du progrès social. Ce focus sur les femmes est motivé par la conviction que la transition verte en Afrique de l'Ouest ne saurait être pleinement accomplie sans la participation active des femmes, tant en milieu rural que urbain. Les femmes, notamment celles vivant dans les communautés les plus vulnérables, subissent de manière disproportionnée les effets du changement climatique, ce qui fait de leur implication dans les initiatives de résilience climatique et d'énergie verte non seulement une question de justice sociale, mais également une exigence pratique.

1.2. Champ d'application

La note de synthèse porte sur l'Afrique de l'Ouest, une région où les défis socio-économiques et les opportunités pour l'autonomisation économique des femmes dans le cadre de la transition verte sont particulièrement marqués. Sur le plan thématique, la note analyse le rôle des femmes dans l'économie verte à travers divers secteurs, notamment les énergies renouvelables et l'agriculture durable.

Elle aborde également les défis historiques, tels que les inégalités entre les hommes et les femmes en matière d'accès à l'éducation, à la terre et aux ressources financières, tout en mettant en lumière les possibilités de réformes politiques, d'investissements dans le développement des compétences des femmes et des initiatives qui intègrent l'égalité des sexes aux objectifs de développement durable. En replaçant la transition verte dans le contexte plus large des défis socio-économiques et environnementaux de l'Afrique de l'Ouest, cette note de synthèse offrira un aperçu concret de la manière dont l'égalité des sexes peut devenir un catalyseur pour un avenir plus inclusif et durable dans la région. Enfin, elle proposera des recommandations à l'intention des décideurs politiques, des agences de développement et des dirigeants communautaires sur la meilleure façon d'intégrer l'égalité des sexes dans les stratégies de transition écologique, en veillant à ce que les femmes ne soient pas seulement des bénéficiaires, mais aussi des actrices clés du développement durable.

1.3. Méthodologie et données

La méthodologie privilégiée dans cette note adopte une approche multiple, intégrant à la fois des données qualitatives et quantitatives afin de garantir des résultats complets et fiables. Elle est conçue pour saisir un large éventail de perspectives, de questions et de preuves, en s'appuyant sur des sources secondaires pour fournir une analyse nuancée de l'intersection entre l'autonomisation économique des femmes et la transition verte en Afrique de l'Ouest.

1.3.1. Analyse documentaire

Une analyse systématique de la littérature a été menée comme approche fondamentale pour rédiger cette note. A cet effet, nous avons privilégié les résultats de recherche existants, les rapports de politique et les études de cas qui explorent le rôle des femmes dans le développement durable et l'économie verte en Afrique de l'Ouest. L'analyse documentaire a couvert un large éventail de sources, y compris des revues évaluées par des pairs, des ouvrages, des rapports des gouvernements et des publications d'organisations internationales telles que les **Nations Unies**, la **Banque africaine de développement (BAD)** et le **Centre de recherches pour le développement international (CRDI)**. L'objectif principal de l'analyse documentaire était d'identifier les thèmes clés, les tendances et les lacunes dans le corpus de connaissances existant. Elle a également permis de contextualiser la transition verte en Afrique de l'Ouest dans le cadre de discours mondiaux et régionaux plus larges sur le genre et le développement durable. Un accent particulier a été mis sur la recherche qui a examiné les disparités entre les sexes dans l'accès aux ressources, la participation aux processus de prise de décision et les obstacles auxquels les femmes sont confrontées dans les secteurs verts telles que l'énergie renouvelable et l'agriculture durable. En passant en revue un large éventail de publications universitaires et de littérature grise, la note garantit que l'analyse est fondée sur un cadre théorique et des preuves empiriques bien établies.



1

2

3

4

5

6

7

8

9



1.3.2. Données quantitatives

Les données quantitatives ont été mobilisées comme sources secondaires afin de fournir une base statistique solide à l'analyse. Elles proviennent notamment d'institutions telles que la Banque mondiale, l'Union africaine et les agences statistiques nationales des pays d'Afrique de l'Ouest. Ces ensembles de données couvrent divers indicateurs clés relatifs à la transition verte et à la participation économique des femmes, y compris des statistiques ventilées par sexe sur l'emploi, l'accès aux ressources financières, l'implication dans des projets d'énergie renouvelable, ainsi que le niveau d'éducation dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM). En intégrant ces données quantitatives, la note fournit un aperçu des opportunités et des défis auxquels les femmes sont confrontées dans les secteurs de l'économie verte. Par exemple, les données sur le marché du travail ont permis d'analyser la participation des femmes aux emplois verts, tandis que les statistiques éducatives ont mis en lumière les écarts entre les sexes dans l'accès aux formations techniques nécessaires pour les industries des énergies renouvelables et la gestion environnementale.

1.3.3. Approche de l'analyse des données

L'analyse des données a été conduite en deux étapes principales : une synthèse qualitative et une évaluation quantitative. La synthèse qualitative a consisté en une analyse thématique approfondie de la littérature, dans le but d'identifier les principaux facteurs d'inégalités entre les hommes et les femmes dans la transition verte. Cette méthode a permis d'examiner en détail la manière dont les facteurs sociaux, culturels et économiques interagissent pour influencer la participation des femmes aux secteurs de l'économie verte. La documentation a été codée et classée par catégories selon des thèmes tels que l'accès au financement vert, le leadership féminin dans les projets de résilience climatique, et l'impact des normes sociales sexistes sur la diffusion des solutions écologiques. Parallèlement, les données quantitatives ont été analysées à l'aide d'outils statistiques afin d'identifier des tendances et des corrélations significatives. Des statistiques descriptives ont été mobilisées pour illustrer les disparités entre les sexes dans différents secteurs de l'économie verte, tandis que l'analyse des tendances a permis de suivre l'évolution de la participation féminine au fil du temps. Des comparaisons transversales entre plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest ont également été réalisées afin de mettre en lumière les variations régionales et d'identifier les meilleures pratiques.

1.3.4. Intégration des données qualitatives et quantitatives

L'intégration des données qualitatives et quantitatives a permis d'adopter une approche rigoureuse et complète dans l'analyse des résultats. Alors que l'analyse documentaire a fourni une base théorique et empirique, les données quantitatives ont apporté une validation statistique permettant de tirer des conclusions fondées sur des preuves. L'adoption de méthodes mixtes a renforcé l'étude en offrant une compréhension approfondie des dynamiques d'inégalités entre les hommes et les femmes dans la transition verte, ainsi que des leviers politiques les plus efficaces pour y remédier.

2

Autonomisation des femmes en Afrique de l'Ouest



2

Autonomisation des femmes en Afrique de l'Ouest

2.1. Contexte historique : Rôles et statuts des femmes dans les sociétés ouest-africaines

Historiquement, les femmes des sociétés d'Afrique de l'Ouest ont occupé un rôle central, particulièrement à l'époque précoloniale. Dans de nombreuses communautés, elles détenaient un pouvoir social, économique et politique significatif. Par exemple, au sein des sociétés matrilineaires du peuple Akan, dans l'actuel Ghana, les femmes jouaient un rôle clé dans la prise de décision de décision et l'héritage au sein de la famille. Les reines-mères, telles que celles des Ashantis, jouissaient d'un respect profond et exerçaient une influence politique majeure. De même, dans la culture Yoruba au Nigeria, les femmes étaient des commerçantes dynamiques qui contrôlaient une part importante de l'économie locale. L'Iyalode (titre conféré aux femmes leaders dans la société Yoruba) supervisait le commerce et détenait une autorité reconnue sur les questions politiques (Amoah-Boampong et Agyeiwaa, 2021).

Cependant, avec l'avènement du colonialisme, de nombreux rôles traditionnellement occupés par les femmes ont été progressivement réduits. Les puissances coloniales ont imposé des systèmes patriarcaux qui ont marginalisé l'autorité traditionnelle des femmes et renforcé les hiérarchies entre les sexes. Les femmes ont été largement reléguées à des rôles domestiques, tandis que leurs contributions économiques et politiques ont été minimisées. Cette transformation a entraîné une perte significative de l'influence des femmes, une tendance qui s'est prolongée bien au-delà de l'ère coloniale. Toutefois, les mouvements postcoloniaux pour l'indépendance, notamment au Ghana et au Sénégal, ont marqué le retour des femmes en tant que leaders dans les sphères politique et économique. Au Nigeria, des militantes comme Funmilayo Ransome-Kuti ont joué un rôle clé dans la lutte pour l'égalité des sexes et la participation des femmes à la construction nationale (Fasiku, 2023). Néanmoins, les séquelles du colonialisme continuent d'influencer le statut des femmes à ce jour.

2.2. Situation actuelle des femmes : Inégalités entre les sexes et autonomisation économique des femmes

Malgré les avancées réalisées en matière d'autonomisation des femmes, l'Afrique de l'Ouest demeure confrontée à des inégalités persistantes entre les sexes dans de nombreux secteurs. Selon les données du portail de la Banque mondiale¹, ces disparités restent particulièrement marquées dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la participation politique et de l'accès au marché du travail.

¹ <https://genderdata.worldbank.org/en/regions/sub-saharan-africa>



1

2

3

4

5

6

7

8

9





1

2

3

4

5

6

7

8

9



a. Education

Bien que les taux de scolarisation des filles à l'école primaire se soient nettement améliorés au cours de la dernière décennie, des disparités importantes persistent en ce qui concerne l'accès à l'enseignement secondaire et supérieur. En moyenne, seules 9 % des filles accèdent à l'enseignement tertiaire dans la sous-région ouest-africaine. Certains pays, comme le Cap-Vert, ont enregistré des avancées notables, avec un taux d'accès à l'enseignement supérieur atteignant 26 %. Cependant, la majorité des pays de la sous-région (9 sur 15) affichent des taux d'accès inférieurs à la moyenne régionale, avec des chiffres particulièrement bas, allant de 1 % en Sierra Leone à 9 % au Libéria.

Par ailleurs, de nombreuses filles restent exclues des opportunités éducatives. Les taux d'abandon scolaire demeurent élevés dans certaines zones, notamment dans les régions rurales du Niger, où les filles sont souvent retirées de l'école pour être mariées précocement. Les taux de non-scolarisation restent également préoccupants. Au Nigeria, plus de 5 millions de filles ne sont pas scolarisées, représentant 58 % des enfants en âge de fréquenter l'école primaire ne sont pas scolarisés. La pauvreté est l'une des principales causes de cette exclusion scolaire : une étude menée au Bénin a révélé que 43 % des filles issues de ménages pauvres ne sont pas scolarisées (UNICEF, 2018). L'exclusion scolaire des filles reflète également des pratiques culturelles profondément enracinées qui attribuent aux femmes une responsabilité disproportionnée dans les tâches domestiques et les soins non rémunérés. Des inégalités persistent également dans les parcours éducatifs. Le choix des filières d'étude reste fortement sexospécifique, ce qui limite les opportunités et les perspectives de carrière pour les femmes. Elles sont particulièrement sous-représentées dans les disciplines des sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STIM), notamment au niveau de l'enseignement supérieur. Certains pays, tels que le Bénin (54,88 %), la Gambie (45,66 %) et le Cap-Vert (42,36 %), ont néanmoins réalisé des progrès notables pour réduire ces écarts. À ces inégalités s'ajoutent des disparités importantes en matière d'alphabétisation. La majorité des adultes analphabètes sont des femmes, avec un taux d'alphabétisation moyen de 42,86 % dans la région. La part des femmes analphabètes reste particulièrement élevée : au Nigeria, par exemple, le taux d'alphabétisation des femmes est de 58 %, contre 75 % pour les hommes (UNICEF, 2015).

b. Santé

Les femmes d'Afrique de l'Ouest continuent de faire face à d'importants obstacles en matière d'accès aux soins de santé. Les taux de mortalité maternelle figurent parmi les plus élevés au monde, avec des pays comme la Sierra Leone et le Nigeria enregistrant plus de 1 000 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes². L'accès limité aux services de santé reproductive, notamment dans les zones rurales, aggrave ces résultats alarmants. Le faible niveau de connaissances en matière de santé sexuelle et reproductive expose également les femmes à un risque accru d'infection par le VIH/SIDA. L'incidence du VIH/SIDA chez les femmes âgées de 15 à 49 ans est près de deux fois supérieure à celle des hommes (0,7 % contre 0,4 %), et les femmes représentent plus de la moitié des personnes vivant avec le virus dans presque tous les pays de la région.

² <https://genderdata.worldbank.org/en/regions/sub-saharan-africa>

Cette proportion atteint par exemple 59,7 % au Sénégal, 61,4 % au Burkina Faso, 65 % au Bénin et 66,4 % en Côte d'Ivoire. Par ailleurs, la morbidité chez les femmes est aggravée par la propagation des maladies non transmissibles, telles que le diabète, les maladies cardiovasculaires et les cancers, qui constituent des risques de plus en plus préoccupants pour la santé des femmes.

c. Politique

La représentation des femmes au sein des instances décisionnelles politiques reste limitée. En moyenne, elles occupent seulement 21 % des postes ministériels et 19 % des sièges dans les parlements nationaux, ce qui restreint leur influence politique. Par exemple, au Nigeria, les femmes ne représentent que 6,4 % des élus siégeant à l'Assemblée nationale (Eke, 2022). Au-delà des inégalités quantitatives, des disparités qualitatives persistent également. Les portefeuilles ministériels confiés aux femmes sont souvent peu diversifiés et rarement stratégiques, réduisant ainsi leur capacité à influencer sur les grandes orientations politiques. Bien que des avancées aient été enregistrées dans certains pays, des obstacles structurels – tels que les normes socioculturelles restrictives et un accès limité aux réseaux politiques – continuent d'entraver la participation pleine et entière des femmes à la gouvernance de leur pays.

d. Travail non rémunéré et économie

Les femmes assument de manière disproportionnée le fardeau du travail domestique et de soins non rémunérés, ce qui limite considérablement leur participation économique. Selon le rapport 2022 de l'Union africaine sur l'égalité entre les hommes et les femmes, les femmes d'Afrique de l'Ouest consacrent près de trois fois plus de temps aux travaux domestiques non rémunérés que les hommes. Au Sénégal, par exemple, elles y consacrent en moyenne 5 heures par jour, contre 2 heures pour les hommes, soit 2,5 fois plus de temps (ANSD et al., 2022). Au Mali, cette différence est encore plus marquée, les femmes y consacrant 17 fois plus de temps (Ferrant et Hamel, 2018). Dans les zones rurales, cette charge de travail est alourdie par des responsabilités telles que la collecte d'eau et de bois de chauffage. La surcharge de travail non rémunéré qui pèse sur les femmes affecte leur santé, réduit leur mobilité, freine leur accès aux emplois rémunérés, et constitue un obstacle majeur à leur autonomie économique. De même, pour les mères de jeunes enfants âgés de 0 à moins de 6 ans, le manque de solutions de garde d'enfants accessibles et sécurisées représente une contrainte importante à leur participation économique.

e. Accès aux ressources et au marché du travail

L'accès des femmes aux ressources productives reste un défi majeur. Dans des pays comme le Burkina Faso, seules 8,2%³ des femmes possèdent des terres. Cette proportion est encore plus faible au Sénégal (2,2 %), au Bénin (5,7 %) et en Côte-d'Ivoire (6,5 %). Les discriminations en matière d'accès à la terre limitent également l'accès des femmes à d'autres ressources telles que le crédit, la terre constituant souvent la principale garantie pour obtenir un financement formel.

³ World Bank Group's Gender Data Portal



1

2

3

4

5

6

7

8

9



L'inclusion financière des femmes est aussi restreinte par leur faible accès à des produits et services financiers tels que les comptes bancaires et les dispositifs d'épargne. À l'exception du Ghana (53,72 %), moins de 50 % des femmes disposent d'un compte bancaire dans une institution financière : seules 38,45 % au Sénégal, 29,25 % au Bénin et moins du quart des femmes au Niger (11 %) et en Sierra Leone (15,36 %). Ces inégalités dans l'accès aux ressources restreignent fortement les opportunités économiques des femmes, notamment en matière de création ou de développement d'entreprises. Par exemple, selon les données de 2021, les femmes ne représentaient que 8,36 % des propriétaires de nouvelles entreprises individuelles au Bénin, 21,74 % en Côte-d'Ivoire et 33,54 % au Nigéria. Sur le marché du travail, les barrières liées au genre sont également omniprésentes. Les femmes sont majoritairement confinées aux emplois informels : dans la plupart des pays (9 sur 15), l'emploi informel représente plus de 90 % de l'emploi féminin total ; par exemple 98 % au Bénin et au Burkina Faso, 96 % en Côte-d'Ivoire et 92 % au Sénégal. Ces emplois sont majoritairement vulnérables (en moyenne 84 % au niveau régional) et caractérisés par des salaires bas ainsi que par une absence de protection sociale, limitant les perspectives économiques des femmes. De plus, elles sont sous-représentées dans les postes stratégiques au sein des entreprises : au Mali, seulement 12,65 % des postes de direction sont occupés par des femmes. Cette proportion est de 19,14 % en Côte-d'Ivoire et 33,56 % au Nigéria.

f. Violences faites aux femmes

La violence conjugale demeure l'une des formes de violences les plus courantes subies par les femmes en Afrique de l'Ouest. En moyenne, dans la région, une femme sur quatre (26,25 %), âgée de 15 à 49 ans et ayant déjà été en couple, a été victime de violences physiques et/ou sexuelles de la part d'un partenaire intime au cours de sa vie, avec des proportions variant de 17,25 % au Cap-Vert à 40,87 % au Libéria⁴. Les pratiques néfastes telles que les mutilations génitales féminines (MGF) et le mariage des enfants continuent de mettre en péril l'avenir et la vie de nombreuses jeunes filles. Environ trois femmes sur sept (42,61 %) âgées de 15 à 49 ans ont subi des MGF. Cette pratique reste presque universelle dans certains pays comme la Guinée (94,5 %), le Mali (88,6 %) et la Sierra Leone (83 %). Par ailleurs, deux filles sur cinq (44 %) sont mariées avant l'âge de 18 ans. La région abrite notamment six des vingt pays (Burkina Faso, Guinée, Mali, Niger, Nigeria, Sierra Leone) où les taux de mariage d'enfants sont les plus élevés au monde (Bouchama et al., 2018). Ces violences ont des répercussions profondes sur les femmes et les filles, tant sur le plan physique que psychologique, et constituent un obstacle majeur au développement du capital humain féminin.

L'impact cumulatif de ces inégalités alimente un cycle persistant de pauvreté et de marginalisation, freinant ainsi le développement global de l'Afrique de l'Ouest.

⁴ World Bank Group's Gender Data Portal

2.3. Les défis : Principaux obstacles auxquels sont confrontées les femmes pour leur autonomie en Afrique de l'Ouest

Les femmes d'Afrique de l'Ouest sont confrontées à une multitude de défis, dont beaucoup découlent de normes socioculturelles profondément enracinées, de barrières juridiques et de disparités économiques. Ces obstacles varient selon les contextes, mais ont des points communs dans toute la région.

a. Normes culturelles

Dans de nombreuses sociétés d'Afrique de l'Ouest, les rôles traditionnels attribués aux hommes et aux femmes continuent de restreindre l'autonomie et les opportunités des femmes. Que ce soit dans les zones rurales ou urbaines, on attend souvent des femmes qu'elles accordent la priorité aux responsabilités domestiques, au détriment de leur éducation ou de leur développement professionnel (Bryceson, 2020). Le mariage précoce, particulièrement répandu dans les zones rurales de pays comme le Niger et le Mali, constitue également une norme culturelle qui entrave l'autonomie économique des femmes (Elengemoke et Susuman, 2020). S'inscrivant dans la lignée des recherches féministes, les travaux en sciences sociales ont démontré que les positions sociales des femmes et des hommes, loin de résulter uniquement de choix de vie individuels et rationnels, dépendent fortement des habitudes, stéréotypes et traditions, qui « n'influencent pas seulement les préférences des individus, mais aussi les institutions et les ressources disponibles pour chacun et chacune » (Keyghobadi, 2023).

b. Obstacles juridiques

Bien que des cadres juridiques aient été mis en place pour protéger les droits des femmes, leur application reste faible. Dans de nombreux pays, les lois coutumières relatives à l'héritage et à la propriété foncière favorisent encore les hommes, ce qui rend difficile pour les femmes de revendiquer des terres ou d'autres biens. Par exemple, malgré les réformes juridiques au Nigeria, les lois coutumières dans de nombreuses régions refusent toujours aux femmes le droit d'hériter de la terre⁵.

c. Disparités économiques

Les femmes se heurtent à des obstacles importants dans l'accès aux opportunités économiques. Les pratiques d'embauche discriminatoires, les écarts de salaires entre les hommes et les femmes et le manque de soutien aux femmes entrepreneurs contribuent à la persistance des inégalités économiques. Au Nigeria, les femmes gagnent en moyenne 22 % de moins que les hommes, même lorsqu'elles exercent les mêmes fonctions (Ekpeyong, 2023).

⁵ https://www.iawj.org/content.aspx?page_id=2507&club_id=882224&item_id=4986

d. Accès limité aux infrastructures

L'accès insuffisant aux services de garde d'enfants, aux transports et aux technologies numériques ne fait qu'aggraver ces difficultés. Les femmes, en particulier dans les zones rurales, ne disposent pas des ressources technologiques et des infrastructures nécessaires pour améliorer leur situation socio-économique. Par exemple, les femmes des zones rurales du Sénégal ont un accès limité aux technologies agricoles modernes, ce qui limite leur productivité et leur capacité à développer leurs activités agricoles (Voss et al., 2021).

2.4. Contraintes liées à la mise à l'échelle des initiatives prometteuses de soutien à l'autonomisation économique des femmes

Bien que des solutions prometteuses aient été mises en place à petite échelle, des contraintes majeures entravent leur généralisation à l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. Des initiatives telles que les programmes de microfinancement, les réseaux d'entrepreneuriat féminin et les dispositifs d'accès aux technologies ont démontré leur efficacité pour renforcer l'autonomisation des femmes. Cependant, leur portée demeure limitée en raison de barrières structurelles persistantes, telles que le manque d'infrastructures adéquates, l'insuffisance des ressources financières et des cadres réglementaires peu favorables

a. Accès au financement

Le manque d'accès à un financement adéquat demeure un frein majeur à l'autonomisation économique des femmes. Bien que les programmes de micro-financement aient permis à de nombreuses femmes d'acquérir le capital de départ nécessaire pour créer de petites entreprises, l'accès à des financements plus conséquents reste limité. Les entreprises dirigées par des femmes, notamment en milieu rural, rencontrent souvent des difficultés à mobiliser des investissements en raison de l'absence de garanties suffisantes et des conditions de prêt peu favorables.

b. Environnement inadapté

L'environnement socio-économique général de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest n'est pas propice à l'extension d'initiatives réussies (Abdulrasheed & Mumuni, 2024). L'instabilité politique, l'insuffisance des infrastructures et la faiblesse des cadres juridiques limitent la durabilité des programmes d'autonomisation des femmes. Dans les régions touchées par les conflits, comme le nord du Nigeria, par exemple, l'insécurité décourage les investissements et perturbe les initiatives communautaires visant à autonomiser les femmes grâce à l'agriculture et à l'entrepreneuriat.



1

2

3

4

5

6

7

8

9



c. Efforts internationaux contre efforts locaux

Les donateurs internationaux ont joué un rôle essentiel dans le soutien des initiatives d'autonomisation des femmes, mais ces efforts manquent parfois d'adaptabilité au niveau local. Les programmes financés par des organisations internationales telles que la Banque mondiale et l'ONU Femmes ont été couronnés de succès à court terme, mais le succès à long terme exige souvent une plus grande appropriation locale et un alignement sur les contextes culturels (Poonam & Sharma, 2024). À l'inverse, les efforts locaux et régionaux se heurtent parfois à des ressources limitées, mais ils tendent à mieux comprendre le paysage socioculturel et à se concentrer davantage sur la communauté.

d. Normes sociales sexistes

Dans de nombreuses régions d'Afrique de l'Ouest, on attend des femmes qu'elles remplissent les rôles traditionnels de fourniture de soins. Ces attentes sociétales exercent une pression énorme sur les femmes pour qu'elles concilient leurs ambitions professionnelles avec les exigences d'un travail de soins non rémunéré – souvent appelé "double charge". Ce travail non rémunéré comprend les soins, les responsabilités domestiques et l'éducation des enfants, des activités qui non seulement prennent du temps mais sont également perçues comme essentielles pour être une "bonne mère" ou une "bonne épouse". Par conséquent, de nombreuses femmes donnent la priorité à leur famille plutôt qu'à l'expansion de leur entreprise, choisissant de rester dans les limites de l'entrepreneuriat à petite échelle. Cette décision n'est pas simplement une question de préférence personnelle, mais plutôt le reflet de la manière dont les normes sociales sexistes profondément enracinées influencent le comportement économique. Même lorsqu'elles disposent des ressources nécessaires, telles que l'accès à un financement vert ou à une formation entrepreneuriale, les femmes hésitent à développer leur entreprise si cela implique de compromettre leur rôle au sein de la famille. La société attend des femmes qu'elles gèrent à la fois leurs obligations professionnelles et domestiques, ce qui crée une situation où elles préfèrent maintenir de petites entreprises gérables plutôt que de se développer dans des entreprises plus importantes qui demandent plus de temps et d'engagement externe. En outre, ces attentes sexistes limitent la capacité des femmes à s'engager pleinement dans la transition verte, où la mise à l'échelle de solutions durables exige souvent du leadership, de l'innovation et un engagement à long terme. Par exemple, dans les projets d'énergie renouvelable ou d'agriculture intelligente face au climat, la mise à l'échelle exige souvent de travailler en réseau, de voyager

pour étendre le marché ou de passer de longues heures loin de chez soi, ce qui entre en conflit avec les responsabilités domestiques que les femmes sont censées assumer. Ces contraintes limitent non seulement le potentiel des entreprises dirigées par des femmes, mais réduisent également l'impact que les femmes pourraient avoir sur le développement durable et les initiatives vertes à grande échelle.



1

2

3

4

5

6

7

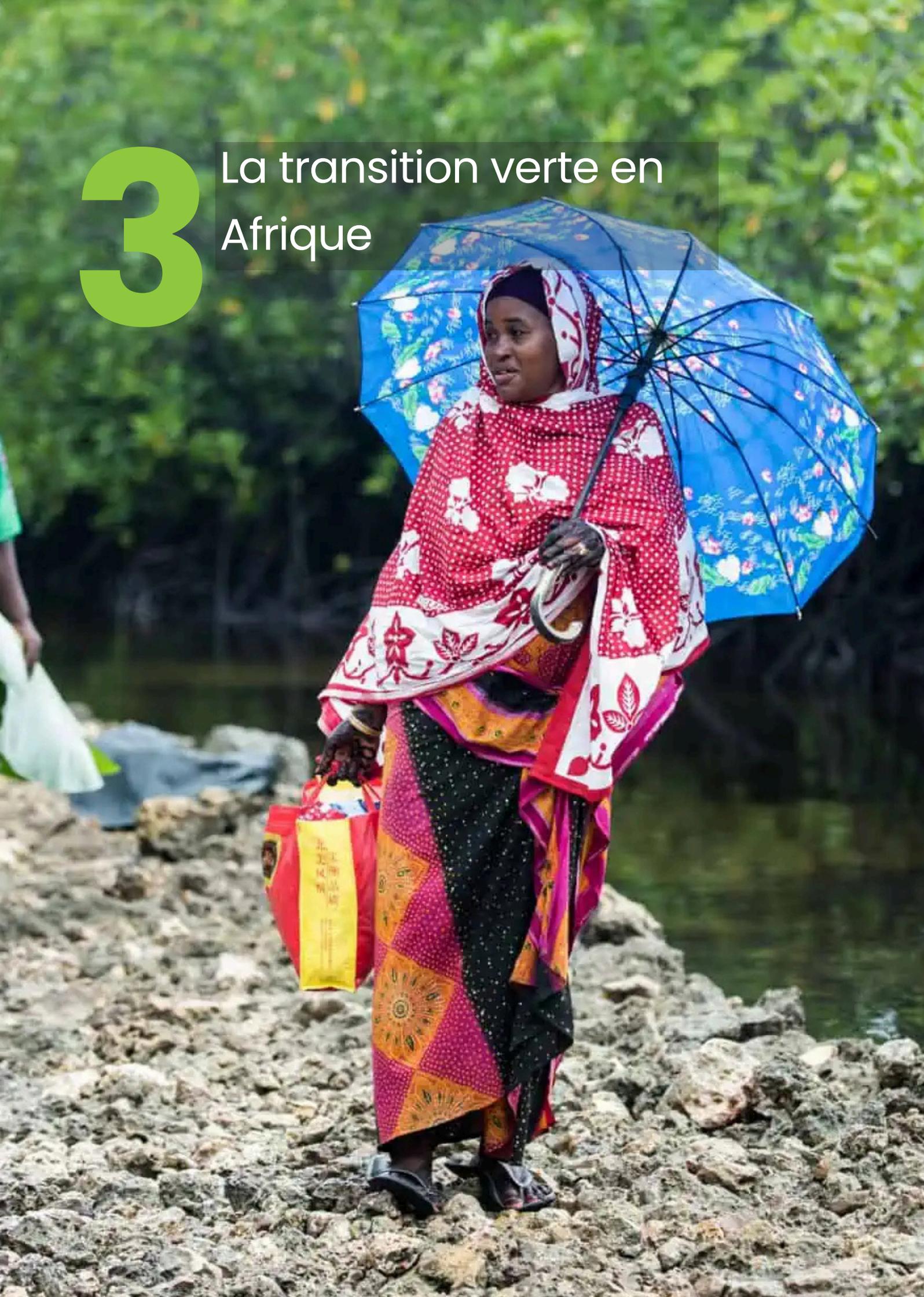
8

9



3

La transition verte en Afrique



3

La transition verte en Afrique

La transition verte de l'Afrique est une composante essentielle de la stratégie de développement durable du continent, qui vise à atténuer les effets du changement climatique tout en favorisant la croissance économique et la sécurité énergétique. L'Afrique, qui est l'une des régions les plus vulnérables aux effets du changement de climat, est confrontée à un double défi : atteindre les objectifs de développement durable (ODD) et s'adapter à des conditions environnementales de plus en plus sévères. Les projets phares qui visent à exploiter les abondantes ressources en énergies renouvelables du continent et à renforcer la résilience climatique sont essentiels à cette transition. Sur l'ensemble du continent, des gouvernements, organismes régionaux et organisations internationales mettent en œuvre des initiatives visant à accélérer la transition de l'Afrique vers des économies plus vertes.

3.1. Quelques projets phares de la transition verte en Afrique

a. L'initiative de la Grande Muraille verte

La Grande Muraille Verte (GMV) est l'un des projets de résilience climatique les plus ambitieux d'Afrique. Lancée en 2007 par l'Union africaine, cette initiative vise à lutter contre la désertification, la dégradation des sols et la sécheresse dans la région du Sahel. Elle s'étend sur 11 pays, dont le Sénégal et le Niger, et vise à restaurer 100 millions d'hectares de terres dégradées d'ici à 2030. Cette initiative est essentielle pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté rurale en améliorant la productivité agricole grâce au reboisement et à la gestion durable des terres. Au Sénégal, par exemple, la GMV a restauré plus de 40 000 hectares de terres, offrant des moyens de subsistance aux communautés rurales et renforçant la résilience climatique. Le succès du projet réside dans l'intégration des connaissances locales et la participation active des communautés, mais il reste confronté à d'importants défis liés au financement et à l'extension du projet⁶.

b. La centrale solaire marocaine de Noor

Le Maroc est un précurseur dans le secteur des énergies renouvelables en Afrique, le complexe solaire de Noor étant l'un des plus grands projets de concentration d'énergie solaire (CSP) au monde. Situé dans la ville désertique de Ouarzazate, le projet Noor vise à produire plus de 580 mégawatts (MW) d'électricité, fournissant ainsi une énergie propre à plus d'un million de foyers. Dans le cadre de l'objectif plus large du Maroc de s'approvisionner en énergie renouvelable à hauteur de 52 % d'ici à 2030, le projet Noor illustre la manière dont les infrastructures d'énergie renouvelable à grande échelle peuvent soutenir la transition verte de l'Afrique. Le projet est également un modèle de coopération internationale réussie, avec un financement important de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement⁷.

⁶ <https://www.unccd.int/our-work/ggwi>

⁷ <https://www.power-technology.com/projects/noor-ouarzazate-solar-complex/?cf-view>

c. Initiative "Desert to Power" (du désert à l'électricité)

Un autre projet important dans le domaine des énergies renouvelables est l'initiative "Desert to Power", lancée par la Banque africaine de développement (BAD). Ce projet vise à transformer la région du Sahel en une centrale d'énergie renouvelable en exploitant l'énergie solaire. Couvrant des pays comme le Burkina Faso, le Niger, le Mali et le Tchad, Desert to Power vise à produire 10 gigawatts (GW) d'énergie solaire, au bénéfice de 250 millions de personnes d'ici à 2030. Il s'agit de l'un des plus grands projets d'énergie solaire au monde, qui devrait améliorer l'accès à l'énergie dans les zones rurales et stimuler le développement économique tout en réduisant la dépendance à l'égard des combustibles fossiles. Au Burkina Faso, par exemple, la première phase de la centrale solaire de Yeleen, dans le cadre du projet "Desert to Power", est déjà en cours et devrait fournir de l'énergie propre à plus de 200 000 ménages⁸.

d. Projets ghanéens d'agriculture intelligente face au climat et de gestion durable de l'eau

Au Ghana, les efforts de transition écologique vont au-delà de l'énergie et incluent des projets d'agriculture intelligente face au climat et de gestion durable de l'eau. Le changement climatique affectant de manière significative les régimes pluviométriques, le Ghana se concentre sur l'amélioration de la résilience de l'agriculture. Le gouvernement, en partenariat avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), encourage les techniques agricoles intelligentes face au climat, telles que l'agroforesterie, la diversification des cultures et l'irrigation, afin d'améliorer la sécurité alimentaire (Partey et al., 2018). En outre, l'Autorité de développement de l'irrigation du Ghana (GIDA) travaille sur des projets qui soutiennent la gestion durable de l'eau, en veillant à ce que les agriculteurs aient accès à l'irrigation pendant les saisons sèches. Ces initiatives permettent non seulement d'atténuer les effets du changement climatique, mais aussi d'autonomiser les communautés rurales, en particulier les femmes, en leur fournissant les outils nécessaires pour accroître la productivité et les revenus.

3.2. Les défis à la réalisation d'une transition écologique

Malgré les progrès réalisés grâce à ces projets phares, la transition verte de l'Afrique se heurte à une série d'obstacles qui entravent l'élargissement et la mise en œuvre d'initiatives durables. Il s'agit notamment d'obstacles technologiques, financiers et infrastructurels, ainsi que d'obstacles politiques et réglementaires.

a. Obstacles technologiques

La transition vers une économie verte en Afrique dépend fortement de la disponibilité et de l'adoption de technologies modernes (Söderholm, 2020). Cependant, l'accès aux technologies vertes avancées reste limité en raison des coûts élevés, des infrastructures inadéquates et d'une expertise technique insuffisante.

⁸ <https://www.afdb.org/en/topics-and-sectors/initiatives-partnerships/desert-power-initiative>

Par exemple, au Sénégal, les projets d'énergie solaire ont rencontré des difficultés à s'étendre en raison du manque d'expertise locale en matière de maintenance et d'exploitation des technologies d'énergie renouvelable (Apfel, 2022). Si l'installation de panneaux solaires est relativement simple, assurer leur efficacité à long terme nécessite des techniciens qualifiés, qui font souvent défaut. En outre, de nombreux pays africains dépendent fortement de technologies obsolètes pour la production d'énergie, en particulier des combustibles fossiles, ce qui limite leurs capacités à passer à des sources d'énergie plus propres.

b. Normes sociales sexistes

La division rigide du travail, qui cantonne les femmes dans des tâches domestiques non rémunérées et dans des rôles de soignantes, limite leur capacité à s'engager de manière significative dans la main-d'œuvre et à contribuer aux industries vertes. Les femmes d'Afrique de l'Ouest, en particulier dans les zones rurales, sont souvent chargées de responsabilités chronophages telles que la collecte de l'eau, le ramassage du bois de chauffage et la préparation des repas, en plus de s'occuper des enfants et des membres âgés de la famille. Ces activités ne sont pas seulement laborieuses, elles sont aussi traditionnellement considérées comme le domaine exclusif des femmes. Par conséquent, de nombreuses femmes n'ont pas le temps, la flexibilité ou la permission de la société de participer à des initiatives vertes, même si elles jouent un rôle essentiel dans la gestion de l'environnement au niveau du ménage.

Dans le contexte de l'économie verte, où les avancées technologiques et les nouvelles industries telles que l'énergie solaire ou l'agriculture intelligente face au climat se développent rapidement, ces normes de genre créent d'importantes barrières à l'entrée pour les femmes. Bien que les femmes puissent tirer un grand profit des emplois verts, à la fois en tant qu'employées et en tant qu'entrepreneuses, les normes sociales découragent souvent leur pleine participation. Par exemple, on attend souvent des femmes qu'elles donnent la priorité à leur famille plutôt qu'à leur carrière, ce qui limite leur capacité à suivre une formation technique, à occuper des postes de direction ou à créer des entreprises dans le secteur vert. En outre, les femmes subissent la pression de la société pour se conformer aux rôles traditionnels des hommes et des femmes, ce qui les décourage encore plus de s'engager dans des secteurs généralement dominés par les hommes, tels que l'énergie et l'ingénierie environnementale. Dans de nombreux cas, les familles et les communautés ne soutiennent pas la décision d'une femme de travailler dans ces domaines dominés par les hommes, ce qui renforce l'idée que ces rôles ne sont pas appropriés pour les femmes. Cette résistance culturelle à la participation des femmes dans les emplois et les industries vertes crée un obstacle important à la réalisation d'une transition verte globale qui profite à tous les membres de la société.

c. Obstacles financiers

Le financement de la transition verte est peut-être le défi le plus important. La plupart des pays africains, y compris les pays d'Afrique de l'Ouest comme le Ghana et le Sénégal, sont confrontés à d'importantes contraintes budgétaires, ce qui rend difficile le financement de projets à grande échelle dans le domaine des énergies renouvelables et de la résilience climatique (Söderholm, 2020).

Bien que les donateurs internationaux, tels que la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, aient apporté un soutien crucial, l'investissement global nécessaire à la transition verte de l'Afrique est énorme. Selon l'Union africaine, on estime à 3 000 milliards de dollars les investissements nécessaires d'ici à 2030 pour atteindre les objectifs climatiques de l'Afrique. Cependant, de nombreux pays éprouvent des difficultés à attirer les investissements privés en raison des risques perçus, de l'instabilité politique et de la faiblesse de l'environnement réglementaire. Ce manque d'investissement entrave le développement d'infrastructures essentielles, notamment de parcs solaires et éoliens, ainsi que de systèmes agricoles durables.

d. Obstacles liés aux infrastructures

Les limitations liées aux infrastructures constituent un autre obstacle important à la transition verte de l'Afrique. De nombreuses zones rurales, en particulier en Afrique de l'Ouest, souffrent de l'inadéquation des routes, des réseaux électriques et des systèmes d'approvisionnement en eau. Ce manque d'infrastructures limite l'expansion des projets d'énergie renouvelable et des mesures d'adaptation au climat. Par exemple, au Burkina Faso, alors que l'initiative "Desert to Power" promet une importante capacité d'énergie solaire, de nombreuses zones rurales ne disposent toujours pas de l'infrastructure électrique de base nécessaire pour distribuer cette énergie aux ménages et aux entreprises⁹. De même, au Ghana, le développement de systèmes d'irrigation durables pour une agriculture intelligente face au climat est entravé par le mauvais état des infrastructures rurales, qui rend difficile le transport de l'eau vers les exploitations qui ont besoin d'être irriguées (Antwi-Agyei et al., 2021).

e. Défis politiques et réglementaires

La faiblesse de l'engagement politique et l'incohérence des cadres réglementaires compliquent encore la transition verte de l'Afrique. Dans de nombreux pays, les gouvernements n'ont pas encore pleinement intégré l'action climatique dans leurs plans de développement nationaux, ce qui rend difficile l'alignement des projets de transition écologique sur des objectifs économiques plus larges. Au Sénégal, par exemple, bien que le gouvernement ait fait des progrès dans la promotion des énergies renouvelables, les incohérences des politiques réglementaires ont ralenti la croissance du secteur. Les investisseurs hésitent souvent à s'implanter sur des marchés où les politiques ne sont pas claires ou sont sujettes à des changements brusques, ce qui nuit à la planification à long terme et à la durabilité (Apfel, 2022). En outre, l'instabilité politique dans des régions comme le nord du Nigeria et le Sahel exacerbe ces difficultés, car les conflits perturbent la mise en œuvre des projets et dissuadent les investisseurs potentiels.

f. Obstacles liés aux capacités humaines

Les capacités humaines sont un facteur essentiel pour garantir le succès de la transition verte de l'Afrique. La pénurie de travailleurs qualifiés, en particulier dans le domaine des énergies renouvelables et de la gestion de l'environnement, constitue un défi majeur.

⁹ <https://practicalaction.org/news-stories/burkina-faso-to-unlock-solar-power-for-small-holder-farmers/>

L'Afrique a besoin d'une main-d'œuvre bien formée capable d'exploiter et d'entretenir des systèmes d'énergie renouvelable, de gérer une agriculture intelligente face au climat et de concevoir des stratégies de résilience climatique. Au Sénégal, il y a un manque d'ingénieurs et de techniciens formés pour soutenir l'expansion rapide des projets d'énergie solaire, ce qui limite l'extensibilité de ces initiatives (Apfel, 2022). En outre, les institutions publiques du continent manquent souvent de l'expertise technique nécessaire pour concevoir et mettre en œuvre des politiques vertes efficaces.

g. Le rôle des sources de financement internationales et locales

Les donateurs internationaux ont joué un rôle crucial dans le financement de la transition verte de l'Afrique, mais cette dépendance à l'égard des financements extérieurs s'accompagne de son lot de difficultés. Des projets tels que la centrale solaire de Noor au Maroc et l'initiative "Desert to Power" sont largement financés par des organisations internationales telles que la Banque mondiale et la BAD. Bien que ce soutien soit essentiel, il soulève des questions quant à la durabilité de ces projets si le financement des donateurs diminue ou est réorienté. En revanche, les sources de financement locales restent limitées en raison de marchés financiers sous-développés, de faibles taux d'épargne nationale et de priorités de développement concurrentes. Pour que la transition verte de l'Afrique soit vraiment durable, il faut un équilibre entre les investissements internationaux et locaux, en mettant davantage l'accent sur le renforcement des systèmes financiers locaux pour soutenir les initiatives vertes.

La transition verte de l'Afrique, bien qu'ambitieuse et nécessaire, est confrontée à une série de défis complexes qui nécessitent des efforts coordonnés et soutenus à plusieurs niveaux. Des projets phares tels que la Grande Muraille Verte, l'initiative "Desert to Power" et la centrale solaire Noor du Maroc, démontrent le potentiel de progrès significatifs en matière de résilience climatique et de développement des énergies renouvelables. Toutefois, les obstacles - qu'ils soient technologiques, financiers, infrastructurels ou politiques - continuent d'entraver l'extension rapide et l'adoption à grande échelle des solutions vertes sur le continent. Pour surmonter ces obstacles, il faudra un effort concerté de la part des gouvernements africains, des donateurs internationaux et des communautés locales, en mettant l'accent sur la promotion de l'innovation, le renforcement des cadres réglementaires et la garantie que les sources de financement internationales et locales travaillent en tandem pour construire un avenir plus durable pour l'Afrique.



1

2

3

4

5

6

7

8

9



4

Des modèles réussis
d'initiatives vertes en
Afrique de l'Ouest



4

Des modèles réussis d'initiatives vertes en Afrique de l'Ouest

L'Afrique de l'Ouest a fait des progrès significatifs dans l'adoption d'initiatives vertes qui non seulement s'attaquent au changement climatique mais contribuent également au développement social et économique. Les études de cas suivantes illustrent des initiatives vertes réussies qui se sont étendues à l'échelle nationale, démontrant le potentiel des solutions de développement durable dans la région.

4.1. Exposé d'initiatives vertes intégrant la dimension genre

Transformer l'accès à l'énergie dans les zones rurales de la Sierra Leone

M-KOPA Solar s'est imposée comme une solution transformatrice pour l'accès à l'énergie hors réseau dans les zones rurales de la Sierra Leone. En proposant des systèmes d'énergie solaire abordables et payants, M-KOPA a rendu l'énergie propre accessible aux ménages et aux petites entreprises qui ne sont pas raccordés au réseau électrique national. Grâce à l'utilisation innovante de la technologie de paiement mobile, l'initiative permet aux clients de payer par petites tranches, ce qui démocratise l'accès à l'énergie solaire, même dans les communautés à faibles revenus.

Impact économique et social

M-KOPA a apporté une énergie propre et fiable à plus de 150 000 ménages en Sierra Leone, réduisant considérablement la dépendance à l'égard de sources d'énergie coûteuses et nocives comme le kérosène. En remplaçant le kérosène par l'énergie solaire, les familles bénéficient d'une meilleure santé grâce à l'élimination de la pollution de l'air intérieur et à la réduction des risques d'incendie. En outre, l'initiative contribue à l'atténuation du changement climatique en réduisant les émissions de carbone associées à l'utilisation du kérosène.

L'introduction de l'énergie solaire a également catalysé la croissance économique dans les zones rurales. Les entreprises locales ont désormais les moyens de prolonger leurs heures de travail grâce à un éclairage fiable, ce qui crée de nouvelles opportunités économiques et améliore la productivité. Le modèle de M-KOPA apporte également un soutien essentiel aux femmes entrepreneurs, en leur permettant d'accéder à des systèmes solaires abordables pour leurs besoins domestiques et professionnels. Cette autonomisation favorise une plus grande participation économique, améliorant le niveau de vie et permettant aux femmes de jouer un rôle plus actif dans le développement économique de leur communauté.

Mise à l'échelle et partenariats

Le succès de M-KOPA en Sierra Leone est dû en grande partie à l'efficacité de sa stratégie de mise à l'échelle. L'initiative s'est étendue à l'ensemble du pays, atteignant des communautés isolées et contribuant à un mouvement plus large en faveur de l'inclusion énergétique. M-KOPA prévoit également de s'étendre à l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, afin de reproduire son succès dans d'autres régions hors réseau où l'accès à l'énergie reste un défi majeur.

La clé de l'évolutivité de M-KOPA réside dans ses partenariats stratégiques. La collaboration avec les opérateurs de réseaux mobiles locaux a permis à l'initiative d'exploiter les plateformes de paiement mobile, garantissant des transactions transparentes et permettant aux clients ruraux de gérer facilement leurs paiements. En outre, M-KOPA a reçu un soutien important de la part de donateurs internationaux tels que la Fondation Shell et les Nations unies, qui lui ont apporté un soutien financier et une assistance technique. Ces partenariats ont assuré la viabilité financière de l'initiative et continuent à faciliter son expansion et son impact à long terme.

Conclusion

M-KOPA Solar représente une approche novatrice pour combler le déficit d'accès à l'énergie dans les zones rurales de la Sierra Leone. En fournissant une énergie propre et abordable grâce à un modèle innovant de paiement à l'utilisation, l'initiative a amélioré la qualité de vie de milliers de ménages tout en favorisant la croissance économique dans les zones mal desservies. Grâce à ses partenariats stratégiques et à son engagement en faveur de l'évolutivité, M-KOPA est un acteur essentiel de l'élan général en faveur de l'inclusion énergétique en Afrique de l'Ouest, avec le potentiel de stimuler le développement durable et d'autonomiser les communautés pour les années à venir.

Source : <https://news.climate.columbia.edu/2017/09/25/alumni-startup-brings-pay-as-you-go-solar-energy-to-sierra-leone/>



1

2

3

4

5

6

7

8

9



Donner aux femmes déplacées à l'intérieur de leur pays les moyens d'éradiquer la pauvreté énergétique

L'**initiative Solar Sister** est un programme pionnier qui comble le fossé entre l'inégalité des sexes et la pauvreté énergétique en donnant aux femmes les moyens de devenir des entrepreneurs dans le secteur de l'énergie solaire. Depuis son lancement en 2010, l'initiative a formé des milliers de femmes dans les zones rurales du Nigeria à la vente, à la distribution et à l'entretien de produits fonctionnant à l'énergie solaire, tels que des lanternes, des chargeurs de téléphones portables et des systèmes solaires domestiques. Ces efforts sont essentiels dans les régions où l'accès à une énergie fiable et abordable est rare et où la dépendance à l'égard de combustibles nocifs comme le kérosène présente des risques sanitaires et environnementaux importants.

Impact économique et social

Solar Sister a franchi des étapes impressionnantes en matière d'autonomisation économique et de transformation sociale. L'initiative a formé plus de **5 000 femmes entrepreneurs** à travers le Nigeria, créant ainsi de nouveaux emplois et augmentant de manière significative les revenus des ménages. Cet afflux de revenus améliore non seulement la qualité de vie des femmes elles-mêmes, mais s'étend également à leurs familles et à leurs communautés, favorisant ainsi une croissance économique plus large.

En outre, les produits de Solar Sister ont permis à **plus de 2 millions de personnes d'accéder à une énergie propre**, réduisant ainsi considérablement la dépendance au kérosène et à d'autres sources d'énergie dangereuses. Ce changement a eu de profondes répercussions, en améliorant la qualité de l'air intérieur, en réduisant les émissions de carbone et en diminuant les risques d'incendie associés aux lampes à kérosène. En plus de répondre aux besoins énergétiques, Solar Sister joue un rôle crucial dans la promotion de **l'égalité des sexes**. Les femmes formées dans le cadre de cette initiative acquièrent une indépendance financière et jouent souvent un rôle de premier plan au sein de leur communauté. Grâce à l'esprit d'entreprise, ces femmes améliorent non seulement leur situation économique, mais deviennent également des défenseurs de premier plan des solutions énergétiques propres, influençant les choix énergétiques au sein de leur région.

Mise à l'échelle et partenariats

Le succès de Solar Sister au Nigeria a permis à l'initiative d'étendre ses activités à d'autres régions d'Afrique. Le modèle a été reproduit en **Tanzanie** et en **Ouganda**, démontrant ainsi sa capacité d'adaptation et sa pertinence dans divers contextes. En encourageant un réseau de femmes entrepreneurs, Solar Sister crée un effet d'entraînement pour l'adoption de l'énergie propre sur tout le continent.

Les partenariats stratégiques ont joué un rôle essentiel dans l'expansion et la durabilité de l'initiative Solar Sister. Le soutien d'organisations internationales telles que les **Nations Unies** et **l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)** a permis de renforcer la portée de l'initiative, tandis que la collaboration avec des **institutions de microfinance** locales a permis aux femmes entrepreneurs d'accéder au financement nécessaire à l'achat et à la distribution de produits solaires. Ces partenariats ont permis à l'initiative non seulement de prospérer, mais aussi de continuer à s'étendre, en s'adaptant aux besoins des différentes communautés et régions.

Conclusion

L'initiative Solar Sister est plus qu'un simple programme d'énergie propre : c'est un catalyseur de changement social, qui favorise la croissance économique et l'égalité des sexes dans les communautés qu'elle dessert. En fournissant aux femmes les outils et la formation dont elles ont besoin pour réussir en tant qu'entrepreneurs solaires, l'initiative s'attaque au double défi de la pauvreté énergétique et de la disparité entre les sexes. Grâce à des partenariats stratégiques, Solar Sister construit un avenir plus radieux et plus durable pour les communautés rurales de toute l'Afrique.

Source : <https://solarsister.org/solar-sister-acumen-nigeria/>

Approche communautaire de la restauration des terres au Niger

Le projet de régénération naturelle gérée par les agriculteurs (RNGA) au Niger est un exemple frappant de la manière dont les communautés locales peuvent favoriser le reboisement et la gestion durable des terres. Grâce à une pratique simple mais efficace qui consiste à cultiver des arbres et des arbustes naturels sur les terres agricoles, l'initiative FMNR contribue à régénérer la fertilité des sols, à améliorer la productivité agricole et à renforcer la résilience face aux sécheresses. Dans un pays gravement touché par la dégradation des sols et le changement climatique, la FMNR a restauré plus de 5 millions d'hectares de terres dégradées, ce qui en fait l'une des initiatives de restauration environnementale les plus réussies dans la région du Sahel.

Impact économique et social

Le projet FMNR a eu un impact économique et social profond sur les communautés participantes. En encourageant les agriculteurs à régénérer les arbres sur leurs terres, le projet a considérablement amélioré la productivité agricole, les rendements des cultures augmentant de 100 à 300 % dans les régions où la FMNR est pratiquée. Cette augmentation de la productivité a conduit à une plus grande sécurité alimentaire, bénéficiant à plus de 2,5 millions de personnes au Niger. L'augmentation des rendements a non seulement amélioré les moyens de subsistance, mais a également contribué à réduire la pauvreté rurale, en fournissant aux agriculteurs des revenus plus stables et en réduisant leur vulnérabilité aux pénuries alimentaires.

Le projet a également contribué à **l'autonomisation des communautés locales**, en particulier des femmes. Les femmes jouent un rôle crucial dans la gestion des pépinières et dans les efforts de reboisement, ce qui leur permet d'obtenir des avantages économiques et une reconnaissance sociale. Cette participation a permis aux femmes d'augmenter leurs revenus et d'améliorer leur statut social au sein de leur communauté. Dans une région où l'inégalité entre les sexes est un problème persistant, la FMNR contribue à modifier les normes sociales et à offrir aux femmes des possibilités de leadership dans la gestion des terres.

Mise à l'échelle et partenariats

Le succès de la FMNR au Niger a permis au projet de s'étendre à plusieurs régions, transformant de vastes étendues de terres précédemment dégradées en écosystèmes productifs. En outre, le modèle de la FMNR a été adopté dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest tels que le Mali et le Burkina Faso, démontrant ainsi son adaptabilité et son efficacité dans la lutte contre la désertification dans l'ensemble du Sahel.

L'expansion et le succès continu de la FMNR ont été soutenus par un réseau de partenaires. Le Centre mondial d'agroforesterie (ICRAF), l'Union européenne et diverses ONG internationales et locales ont apporté une aide financière et technique essentielle. Ces partenariats ont permis au projet de maintenir son impact et d'atteindre un plus grand nombre d'agriculteurs, garantissant que la FMNR continue à se développer en tant que stratégie clé pour la restauration des terres et la résilience climatique en Afrique de l'Ouest.

Conclusion

Le projet de régénération naturelle gérée par les agriculteurs (FMNR) au Niger est une initiative de reboisement menée par la communauté qui a transformé des paysages dégradés, augmenté la productivité agricole et amélioré les moyens de subsistance de millions de personnes. En promouvant des pratiques de gestion durable des terres et en responsabilisant les communautés locales, en particulier les femmes, la FMNR est devenue un modèle de restauration des écosystèmes dans les zones sujettes à la sécheresse. Grâce à des partenariats solides et à une capacité avérée à s'étendre, la FMNR est un outil essentiel dans la lutte contre la dégradation des terres et le changement climatique dans l'ensemble du Sahel.

Source : <https://fmnrhub.com.au/projects/niger/>

4.2. Leçons tirées d'expériences réussies

Le succès de plusieurs initiatives vertes en Afrique de l'Ouest démontre le rôle crucial que jouent les politiques inclusives et les approches sensibles au genre dans l'expansion des projets de développement durable.

L'un des principaux enseignements de ces réussites est que **les projets sont beaucoup plus efficaces lorsqu'ils impliquent délibérément les femmes à tous les stades - planification, exécution et direction**. Cette section examinera les raisons pour lesquelles ces études de cas ont fonctionné et comment la prise en compte des inégalités entre les sexes a contribué à leur succès. Par exemple, l'initiative Solar Sister au Nigeria, qui forme et équipe des femmes pour qu'elles deviennent des entrepreneures dans le secteur de l'énergie solaire, est un excellent exemple de la manière dont les opportunités liées à la transition verte peuvent conduire à des résultats transformateurs et peuvent déboucher sur l'autonomisation économique des femmes. En fournissant aux femmes les compétences et les ressources nécessaires pour vendre et entretenir des produits solaires dans les communautés rurales, Solar Sister ne se contente pas de remédier au manque d'accès à l'énergie, mais crée également de nouvelles opportunités économiques pour les femmes. L'initiative a été couronnée de succès en partie parce qu'elle reconnaît les obstacles spécifiques auxquels les femmes sont confrontées, tels que le manque d'accès au capital et à la formation technique, et qu'elle s'efforce de les éliminer. Dans ce cas, les approches sensibles au genre, y compris le soutien ciblé et l'implication de la communauté, ont été essentielles à la réussite du programme.

De même, le projet de régénération naturelle gérée par les agriculteurs (FMNR) au Niger, qui promeut la gestion durable des terres par le biais d'un reboisement mené par les communautés, a prospéré grâce à l'inclusion délibérée des femmes dans les rôles de direction. Les femmes des communautés participantes ont été habilitées à gérer des pépinières et à jouer un rôle central dans la restauration des terres dégradées. Ce projet a réussi non seulement parce qu'il a apporté des avantages économiques et environnementaux, mais aussi parce qu'il s'est attaqué aux disparités entre les sexes dans la gestion des terres en donnant aux femmes la possibilité de s'exprimer et de prendre des responsabilités.

L'un des facteurs essentiels ayant contribué à la réussite de ces initiatives est la prise en compte de la dynamique de genre dans la conception de chaque projet. En intégrant les besoins, les perspectives et les points forts propres aux femmes, ces projets ont pu favoriser l'adhésion de la communauté, renforcer la durabilité des projets et améliorer les résultats économiques. En outre, lorsque les femmes sont responsabilisées, elles réinvestissent souvent dans leur famille et leur communauté, ce qui entraîne des avantages sociaux plus larges qui dépassent les objectifs immédiats du projet. On ne saurait trop insister sur l'importance de l'intégration de la dimension de genre dans ces réussites. Lorsque les femmes ne sont pas seulement des participantes mais aussi des leaders dans les initiatives vertes, les résultats sont plus durables, plus équitables et plus percutants. La lutte contre les inégalités de genre dans le leadership, l'allocation des ressources et les processus de prise de décision a été un facteur essentiel de la réussite de ces projets. Les futures initiatives de transition écologique devraient continuer à donner la priorité à l'intégration de la dimension de genre, en veillant à ce que les femmes disposent des outils, des ressources et des possibilités nécessaires pour apporter leur pleine contribution.



1

2

3

4

5

6

7

8

9



5

L'intersection de
l'autonomisation des
femmes et de la
transition écologique



5

L'intersection de l'autonomisation des femmes et de la transition écologique

Le croisement de l'autonomisation des femmes et de la transition verte est un puissant moteur de développement durable, en particulier dans des régions comme l'Afrique de l'Ouest, où l'inégalité entre les sexes et la vulnérabilité climatique sont des questions pressantes. L'autonomisation des femmes peut directement alimenter les progrès vers la durabilité environnementale, tandis que la transition verte offre aux femmes de nouvelles opportunités de progrès économique et social. Cette relation symbiotique démontre que l'égalité des sexes et les objectifs environnementaux ne s'excluent pas mutuellement, mais sont plutôt complémentaires, chacun renforçant l'autre.

5.1. Synergies : L'autonomisation des femmes, moteur de la transition verte et vice-versa

L'autonomisation des femmes est essentielle pour mener à bien la transition verte, car les femmes sont souvent en première ligne de la gestion des ressources naturelles et des efforts de résilience des communautés face au changement climatique. Les femmes, en particulier dans les zones rurales, jouent un rôle crucial dans l'agriculture, la gestion de l'eau et l'utilisation de l'énergie. Lorsque les femmes sont dotées de ressources, d'une éducation et d'un pouvoir de décision, elles peuvent contribuer de manière significative à l'adoption de pratiques durables qui protègent l'environnement et favorisent la croissance économique (Simi & Manjula, 2024).

Inversement, la transition verte offre la possibilité de faire progresser l'autonomisation des femmes. L'essor des énergies renouvelables, de l'agriculture durable et de l'entrepreneuriat vert ouvre de nouveaux secteurs économiques dans lesquels les femmes peuvent jouer un rôle de premier plan, accéder à des emplois mieux rémunérés et devenir plus indépendantes sur le plan économique. Cela permet non seulement d'améliorer leurs moyens de subsistance, mais aussi de renforcer la résilience des communautés face au changement climatique, car les femmes réinvestissent dans l'éducation, les soins de santé et la sécurité alimentaire de leur famille.

Exemple : Au Mali, la participation des femmes à l'agroforesterie - où les communautés plantent et gèrent des arbres parallèlement aux cultures - a considérablement renforcé la sécurité alimentaire tout en réduisant l'érosion des sols. Grâce à la formation et aux ressources fournies par les ONG locales, les coopératives agricoles dirigées par des femmes ont restauré des terres dégradées, augmenté les rendements agricoles et amélioré les revenus des ménages¹⁰. Cela illustre la manière dont l'autonomisation des femmes dans la gestion agricole peut à la fois renforcer la durabilité de l'environnement et améliorer la situation économique des communautés.

¹⁰<https://regreeningafrica.org/in-the-news/how-women-are-tapping-into-sustainable-land-management-for-livelihoods-and-landscape-restoration/>



1

2

3

4

5

6

7

8

9



5.2. Zones d'intersection clés : secteurs économiques et points d'entrée

L'intersection entre l'autonomisation des femmes et la transition verte peut avoir un impact particulier dans deux secteurs économiques clés : l'agriculture et l'énergie. Ces secteurs offrent aux femmes des opportunités cruciales de pénétrer de nouveaux marchés, d'assumer des rôles de leadership et d'innover au sein des chaînes de valeur vertes.

5.2.1. Agriculture

L'agriculture est l'épine dorsale de nombreuses économies d'Afrique de l'Ouest, et les femmes représentent une part importante de la main-d'œuvre agricole. Selon la Banque mondiale, les femmes représentent près de 50 % de la main-d'œuvre agricole en Afrique subsaharienne. Cependant, les femmes n'ont souvent pas accès à la terre, au crédit et aux intrants agricoles, ce qui limite leur productivité et leur potentiel de revenus. En fournissant aux femmes les outils et les connaissances nécessaires à la mise en œuvre de pratiques agricoles intelligentes sur le plan climatique, leur contribution peut contribuer de manière significative à la transition verte dans ce secteur. L'agriculture intelligente face au climat comprend des techniques telles que la diversification des cultures, la conservation des sols et l'utilisation d'énergies renouvelables pour l'irrigation, qui permettent toutes d'améliorer les rendements tout en réduisant l'impact sur l'environnement.

Point d'entrée : l'esprit d'entreprise

Les entreprises agricoles dirigées par des femmes sont en train de devenir des moteurs essentiels de la transition verte en Afrique de l'Ouest. Dans des pays comme le Ghana, des coopératives dirigées par des femmes ont adopté des méthodes d'agriculture biologique et de transformation des aliments respectueuses de l'environnement, créant ainsi des chaînes d'approvisionnement durables tout en stimulant les économies locales (Nasser et al., 2020). En offrant un soutien financier et une formation technique, ces femmes transforment leurs exploitations en entreprises vertes qui contribuent à la sécurité alimentaire et à la durabilité environnementale.



1

2

3

4

5

6

7

8

9



Étude de cas : Les agricultrices au Burkina Faso

Revitaliser la technique du zaï pour lutter contre la dégradation des sols

Au Burkina Faso, les agricultrices ont joué un rôle de premier plan dans la restauration des terres dégradées et l'amélioration de la productivité agricole grâce à la revitalisation de la technique Zai, une méthode traditionnelle de collecte de l'eau. Cette méthode, autrefois utilisée par leurs ancêtres, consiste à creuser de petites fosses de plantation qui captent et concentrent l'eau de pluie. Dans une région de plus en plus touchée par la sécheresse et la désertification, les coopératives agricoles de femmes ont adopté cette technique pour récupérer les terres stériles, augmenter le rendement des cultures et améliorer la sécurité alimentaire.

Impact économique et social

La réintroduction de la technique Zai a eu un impact transformateur à la fois sur la productivité agricole et sur la vie des femmes rurales. En utilisant des fosses de plantation pour concentrer l'eau de pluie et les nutriments, ces femmes ont restauré des milliers d'hectares de terres autrefois dégradées, les transformant en terres agricoles productives. En conséquence, les rendements agricoles ont grimpé en flèche, même dans les régions où sévit la sécheresse. Cette augmentation de la production agricole a non seulement assuré une plus grande sécurité alimentaire à leurs communautés, mais a également augmenté les revenus des agricultrices. Le succès de cet effort de restauration des terres a permis aux femmes rurales de s'émanciper économiquement en leur donnant un plus grand contrôle sur la production alimentaire et la gestion des terres. Traditionnellement, les femmes du Burkina Faso se heurtent à des obstacles en matière de propriété foncière et de prise de décision dans le domaine de l'agriculture. Toutefois, grâce à leur participation à des coopératives agricoles féminines et à leur rôle moteur dans la restauration des terres, ces femmes bénéficient d'une plus grande reconnaissance et d'une plus grande autorité sur les pratiques agricoles au sein de leurs communautés.

Mise à l'échelle et partenariats

La revitalisation de la technique Zai a été soutenue par des ONG locales, qui ont fourni la formation technique et les ressources nécessaires pour que les coopératives agricoles de femmes puissent intensifier leurs efforts. Ces partenariats ont permis aux femmes d'accéder à de meilleurs outils et à des connaissances sur les pratiques agricoles durables, garantissant ainsi que les terres récupérées restent productives à long terme. Le succès de la technique Zai a incité d'autres communautés du Burkina Faso à adopter des méthodes similaires, élargissant ainsi l'impact de cette approche agricole durable.

Conclusion

Les agricultrices du Burkina Faso ont réussi à revitaliser la technique du zaï, transformant des terres dégradées en terres agricoles fertiles et augmentant le rendement des cultures malgré l'aggravation de la sécheresse. Leurs efforts ont non seulement permis de restaurer des milliers d'hectares de terres, mais aussi d'autonomiser les femmes sur le plan économique en leur donnant un plus grand contrôle sur la production agricole et la gestion des terres. Avec le soutien d'ONG locales, ces coopératives agricoles dirigées par des femmes encouragent les pratiques agricoles durables et améliorent les moyens de subsistance des communautés rurales dans tout le Burkina Faso.

Source : <https://www.weforum.org/agenda/2023/08/zai-technique-sahel-farmers-adapt-climate-change/>



1

2

3

4

5

6

7

8

9



5.2.2. L'énergie

Le secteur de l'énergie est un autre domaine où la transition verte et l'autonomisation des femmes se croisent. En Afrique de l'Ouest, la pauvreté énergétique touche les femmes de manière disproportionnée, car elles passent plus de temps à ramasser du bois et sont plus exposées à la pollution de l'air à l'intérieur des habitations due aux méthodes de cuisson traditionnelles. La transition vers les énergies renouvelables, en particulier le solaire, l'éolien et la bioénergie, offre aux femmes la possibilité d'accéder à une énergie propre et abordable tout en participant aux industries de l'énergie verte.

Point d'entrée : Leadership

Les femmes assument de plus en plus des rôles de leadership dans le secteur des énergies renouvelables, que ce soit en tant qu'entrepreneures, techniciennes ou décideurs. Les initiatives qui forment les femmes à l'installation et à l'entretien des technologies solaires se sont révélées efficaces pour créer des emplois verts tout en permettant aux femmes de jouer un rôle clé dans la transition énergétique de leur communauté.



1

2

3

4

5

6

7

8

9



Étude de cas : Les ingénieures solaires du Barefoot Collège, Sénégal

Autonomiser les Femmes et Électrifier les Villages

Au Sénégal, le Barefoot Collège a mis en œuvre une approche transformative de l'accès à l'énergie propre en formant des femmes issues de communautés rurales à devenir « ingénieures solaires ». Ces femmes, souvent avec peu ou pas de formation scolaire, acquièrent les compétences techniques nécessaires pour installer et entretenir des systèmes d'éclairage solaire dans leurs villages. Cette initiative répond non seulement aux besoins énergétiques des zones éloignées, mais elle rend autonome également les femmes en créant des opportunités génératrices de revenus et en favorisant leur indépendance.

Impact Économique et Social

Les « Ingénieures Solaires » de Barefoot College ont apporté une énergie propre et fiable à plus de 100 villages au Sénégal, réduisant considérablement la dépendance des communautés au kérosène et au bois pour l'éclairage et la cuisine. L'énergie solaire a amélioré la qualité de vie des ménages ruraux en offrant une alternative plus sûre et plus propre aux combustibles traditionnels. Le passage à l'éclairage solaire a également permis d'éliminer la pollution de l'air intérieur nocive causée par les lampes à kérosène, améliorant ainsi la santé des femmes et des enfants, les plus vulnérables aux problèmes respiratoires.

Au-delà des avantages environnementaux, ce programme a eu un impact social et économique profond. Les femmes formées par Barefoot College ont acquis des compétences techniques précieuses, faisant d'elles des contributrices clés au développement de leurs communautés. En tant que « ingénieures solaires », elles sont responsables de l'installation et de la maintenance des systèmes solaires, un service qui génère des revenus et leur offre une plus grande autonomie financière. Cette autonomisation a transformé les rôles traditionnels des femmes dans les zones rurales, augmentant leur participation aux processus de prise de décision et rehaussant leur statut au sein de la communauté.

Mise à échelle et Partenariats

Le succès du programme de Barefoot College au Sénégal repose en grande partie sur son modèle communautaire et ses partenariats solides. L'initiative collabore avec les gouvernements locaux, les ONG et les organisations internationales pour assurer une durabilité et une échelle à long terme. En intégrant des solutions d'énergie propre dans les programmes de développement rural, Barefoot College a non seulement élargi sa portée au Sénégal mais a également inspiré des initiatives similaires dans d'autres pays africains.

Conclusion

Le programme des « Ingénieures Solaires » de Barefoot College au Sénégal est un exemple inspirant de la manière dont l'autonomisation des femmes grâce aux compétences techniques peut favoriser à la fois le changement social et environnemental. En fournissant un accès à l'énergie propre à plus de 100 villages, le programme a amélioré les conditions de vie, réduit la dépendance aux combustibles nocifs et créé de nouvelles opportunités économiques pour les femmes. Ce modèle de développement durable dirigé par la communauté est un puissant levier pour l'égalité des sexes et la préservation de l'environnement dans les zones rurales du Sénégal.

Source : <https://www.barefootcollege.org/solution/solar/>

5.3. Emplois verts : Participation des femmes aux chaînes de valeur vertes

Les emplois verts - définis comme ceux qui contribuent à préserver ou à restaurer l'environnement - comprennent des postes dans les domaines des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique, de la gestion des déchets, de l'agriculture durable et de la fabrication de produits écologiques (Łukasz Jarosław Kozar & Sulich, 2023).

La littérature et les études de cas ont mis en évidence qu'avec la transition verte la plupart des secteurs créeront une des emplois verts bien rémunérés et hautement qualifiés ("bons emplois") et des emplois verts bas de gamme dont les conditions de travail, la rémunération et la stabilité sont médiocres (emplois bas de gamme").

L'expansion des économies vertes en Afrique de l'Ouest offre de nombreuses opportunités pour les femmes d'occuper des emplois verts dans différents secteurs. Cependant, les femmes restent sous-représentées dans des parties clés de la chaîne de valeur, en particulier dans les rôles techniques et de direction. Dans l'ensemble, la participation des femmes est plus faible dans les secteurs où le plus grand nombre de « bons » emplois verts seront créés (énergie solaire et éolienne, transports et construction), et plus élevée dans ceux qui créeront des emplois bas de gamme (tels que l'écologisation de l'agriculture conventionnelle, de la sylviculture ou des déchets). Même dans les secteurs où les femmes ne sont pas bien représentées, elles trouveront des créneaux d'emplois, tels que dans la création de petites entreprises qu'elles dirigent, dans des emplois indirects, dans la construction verte, les rénovations ou l'efficacité énergétique. Malgré ces possibilités d'emplois verts pour les femmes, celles-ci sont confrontées à un certain nombre d'obstacles qui pourraient limiter leur plein accès aux emplois verts dans les années à venir.

Certains obstacles à la participation des femmes aux emplois verts sont spécifiques à un secteur, comme l'accès à la terre, l'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et les normes sociales qui considèrent que certains emplois ne conviennent pas aux femmes, ou encore la liberté de mouvement limitée. D'autres obstacles à l'accès des femmes aux emplois verts sont présents dans tous les secteurs. Il s'agit d'une part des obstacles à l'accès des femmes et des entreprises individuelles, au financement et à la technologie ; d'autre part de la ségrégation sexuelle dans le système éducatif et sur le marché du travail ; des préjugés sexistes dans les lois et les codes du travail, du harcèlement sexuel sur le lieu de travail ainsi que d'autres facteurs qui limitent l'accès des femmes à certains emplois.

Enfin, les inégalités structurelles reflétant les normes sociales qui imposent aux femmes d'effectuer la plupart des tâches non rémunérées, les privent de la possibilité d'accéder à d'autres emplois. Pour que les femmes bénéficient pleinement de la transition écologique, il faut un effort délibéré pour les impliquer à chaque étape de la chaîne de valeur, de la production à la distribution.

5.4. Tendances générales et données

Bien que les femmes participent activement aux économies vertes, elles occupent le plus souvent des rôles dans les segments les moins valorisés des chaînes de valeur, tels que l'agriculture de subsistance ou l'assemblage de produits, plutôt que des postes de techniciennes, de gestionnaires ou de décideuses. Selon Cheeseman (2024), les femmes représentent moins de 30 % de la main-d'œuvre dans le secteur des énergies renouvelables en Afrique, et leur présence dans des fonctions techniques, notamment les métiers d'ingénierie et de maintenance, demeure encore plus faible que celle des hommes. Cette sous-représentation des femmes dans les emplois verts s'explique en partie par des barrières structurelles liées à l'éducation, à la formation professionnelle et à l'accès aux ressources financières, qui freinent leur pleine intégration dans ces secteurs.

Étude de cas : Coopératives de gestion des déchets dirigées par des femmes en Guinée

En Guinée, l'engagement des femmes dans la chaîne de valeur de la gestion des déchets a eu un impact transformateur. La coopérative féminine **Ciwara**, basée à Conakry, collecte et recycle les déchets ménagers, transformant les matières organiques en compost destiné aux agriculteurs locaux. Grâce à leur participation active dans la collecte et le recyclage, ces femmes génèrent non seulement un revenu stable, mais contribuent également à réduire la pollution dans les zones urbaines. La coopérative a connu une expansion à l'échelle nationale, améliorant la propreté des environnements urbains, créant des centaines d'emplois verts pour les femmes et renforçant la dynamique d'une économie circulaire dans la capitale guinéenne.

Étude de cas : Techniciennes solaires au Ghana

Au Ghana, le programme "Women in Renewable Energy" a formé des centaines de femmes au métier de technicienne solaire, leur permettant d'installer et d'entretenir des panneaux solaires pour les particuliers et les entreprises. Ces femmes sont impliquées dans de nombreux maillons de la chaîne de valeur des énergies renouvelables, de la production à la distribution, et veillent à ce que leurs communautés aient accès à une énergie propre et abordable. Cette initiative a permis de créer des emplois qualifiés à long terme pour les femmes dans un secteur où elles sont traditionnellement sous-représentées. Elle sert également de modèle pour montrer comment la création d'emplois verts inclusifs peut transformer à la fois les économies locales et la dynamique des genres dans les industries techniques.

Étude de cas : Foyers améliorés Guev Cooker au Bénin

Le foyer amélioré **Guev Cooker** est conçu au Bénin dans le but d'atténuer les problèmes de pauvreté énergétique auxquels sont confrontés les ménages. Elle est aussi une solution pour réduire la pression humaine sur les ressources forestières et lutter contre les phénomènes de changement climatique dû aux émissions de gaz à effet de serre pendant la cuisson. Ces foyers ont l'avantage d'amener les ménages à utiliser les débris des noix palmistes, les résidus agricoles, et autres biomasses afin de réduire de manière considérable la déforestation. La technologie Guev Cooker est dotée d'autonomie électrique en continue, d'un système de cuisson rapide à allumage automatique et programmable. La technologie vient corriger les méthodes traditionnelles de cuisson à trois pierres, d'éventail, d'épandage de cendre et des incessantes pertes énergétiques. L'alternative au bois de feu et au charbon de bois dans les processus de cuisson et d'éclairage des populations rurales et périurbaines, qu'offrent les foyers améliorés Guev Cooker, constitue le catalyseur d'une meilleure gestion des aires protégées. Ce projet a examiné les effets de l'utilisation du foyer de cuissons amélioré Guev Cooker sur les femmes en termes de prise de décision, de gestion des ressources économiques, et de participation aux activités génératrices de revenus. Il évalue aussi les impacts environnementaux et sanitaires. Les résultats ont montré une amélioration notable du niveau d'autonomisation des femmes ayant adopté ce foyer, contribuant au bien-être des ménages. L'introduction des foyers Guev cooker dans les ménages ruraux a permis de réduire de 17,15% l'utilisation du bois de feu et de 0,853 téqCO₂ les émissions de CO₂ comparativement à l'utilisation du bois énergie et du charbon de bois.



1

2

3

4

5

6

7

8

9



Étude de cas : Foyers solaires – Projet SEWomen au Bénin

Le projet **foyer solaire** est développé dans le cadre du projet Énergie solaire et biotechnologies pour les femmes entrepreneures dans les mangroves du site Ramsar 1017 au Bénin (SEWomen). Une évaluation a été conduite dans dix villages de la commune de Ouidah où des foyers solaires ont été installés au bénéfice des femmes entrepreneures intervenant dans la production de sel et le fumage de poissons (Padonou et al., 2024). Les résultats mettent en lumière des impacts sur plusieurs aspects. Outre les bénéfices sur l'environnement et la santé, l'utilisation des foyers améliorés contribue à l'autonomisation économique des femmes, particulièrement dans les milieux ruraux où l'accès à des technologies de cuisson propres et efficaces reste une problématique. Près de 80% des femmes interrogées dans l'étude sur les foyers solaires reconnaissent que l'utilisation de ces foyers leur a permis d'améliorer leur qualité de vie, notamment en réduisant la pénibilité de leur travail et en leur offrant plus de temps pour des activités personnelles ou communautaires. L'efficacité énergétique des foyers solaires leur permet par ailleurs de libérer jusqu'à 20 heures par semaine. En réduisant la consommation de bois, les foyers améliorés contribuent à alléger la pression sur les écosystèmes forestiers, participant ainsi aux efforts de lutte contre le changement climatique et à la préservation des écosystèmes fragiles tels que les mangroves (Padonou et al., 2024). Les foyers solaires réduisent de 95 % la pollution liée à l'utilisation de foyers traditionnels. Cela diminue considérablement les problèmes respiratoires et oculaires, qui touchent particulièrement les femmes et les enfants. Ils contribuent également à prévenir les maladies d'origine hydrique, telles que la dracunculose, en permettant la pasteurisation de l'eau (Padonou et al., 2024). Pour les ménages bénéficiaires du foyer Guev Cooker, les estimations indiquent une réduction des dépenses en santé de 1262,39 FCFA en moyenne par individu (Igue et al., 2023).

5.5. Une voie à suivre pour des transitions vertes inclusives

Les synergies entre l'autonomisation des femmes et la transition verte en Afrique de l'Ouest sont évidentes. L'autonomisation des femmes accélère non seulement le développement durable en les intégrant dans des secteurs clés tels que l'agriculture et l'énergie, mais elle renforce également la résilience des communautés face au changement climatique. Si les femmes sont plus nombreuses à assumer des rôles de leadership, à créer des entreprises vertes et à occuper des emplois techniques au sein de l'économie verte, la région pourra se doter d'un avenir plus inclusif et plus durable.

Pour maximiser l'impact de ces efforts, les gouvernements, les ONG et les organisations internationales doivent continuer à promouvoir des politiques sensibles au genre, à améliorer l'accès des femmes à l'éducation et au financement, et à soutenir leur participation aux chaînes de valeur vertes. En veillant à ce que les femmes participent activement à la transition verte, l'Afrique de l'Ouest peut libérer tout le potentiel de son capital humain et parvenir à la fois à l'égalité des sexes et à la durabilité environnementale.

5.6. Initiatives actuelles : Aperçu des projets et politiques écologiques en cours en Afrique de l'Ouest

Politique/ Institution	Mandat de la politique/ Institution	Niveau de mise en œuvre	Prise en compte du genre	Principales lacunes en matière de genre	Défis
<p>Politique de la CEDEAO en matière d'énergies renouvelables (EREP)</p>	<p>Une initiative historique visant à accroître la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique de l'Afrique de l'Ouest. La politique vise l'accès universel à l'énergie d'ici 2030, en mettant l'accent sur le déploiement de l'énergie solaire, éolienne et hydroélectrique dans les zones rurales et hors réseau.</p>	Régional	<ul style="list-style-type: none"> -L'EREP promeut l'inclusion des femmes dans les processus de prise de décision liés à la politique énergétique, ainsi que dans le développement et la gestion de projets d'énergie renouvelable. -Des programmes de renforcement des capacités tenant compte de la dimension de genre ont été lancés, en particulier pour former les femmes à des rôles techniques tels que l'installation et la maintenance solaires, dans le but d'accroître leur participation à la main-d'œuvre dans le domaine des énergies renouvelables. 	<ul style="list-style-type: none"> -Si l'égalité des sexes est explicitement mentionnée dans les documents politiques, la mise en œuvre au niveau national manque souvent de mécanismes concrets pour garantir la participation active des femmes dans le secteur de l'énergie. -Les femmes se heurtent encore à des obstacles importants dans l'accès à la formation technique et aux possibilités de leadership dans le secteur des énergies renouvelables, en particulier dans les zones rurales où l'éducation et les ressources financières sont limitées. 	<ul style="list-style-type: none"> -Il y a un manque de structures de financement locales qui ciblent spécifiquement les femmes entrepreneurs dans le secteur de l'énergie, ce qui limite leur capacité à lancer ou à développer des entreprises dans le domaine des énergies renouvelables. -Dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, les normes culturelles associent encore les technologies énergétiques aux hommes, ce qui rend difficile le recrutement et le maintien des femmes à des postes techniques.
<p>Le plan d'action pour l'égalité entre les hommes et les femmes de la Grande Muraille verte (GGW)</p>	<p>Un plan d'action en faveur de l'égalité des sexes a été mis en place pour veiller à ce que les femmes participent activement aux efforts de lutte contre la désertification et de restauration des terres dégradées. La GMV s'étend sur plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, notamment le Sénégal, le Niger et le Mali, et se concentre sur le reboisement, la gestion durable des terres et l'agroforesterie afin d'atténuer les effets du changement climatique au Sahel.</p>	Régional	<ul style="list-style-type: none"> - Le plan d'action pour l'égalité des sexes met l'accent sur la participation des femmes aux activités de restauration des terres et à la gestion des ressources naturelles locales. Les femmes sont considérées comme des acteurs clés de la gestion des terres en raison de leur rôle traditionnel dans l'agriculture et la sécurité alimentaire. -Les femmes sont formées à des techniques agricoles intelligentes, telles que les pratiques agricoles économes en eau, la conservation des sols et le reboisement, qui sont essentielles pour accroître la résilience des communautés face au changement climatique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Malgré les progrès réalisés, les femmes n'ont qu'un accès limité aux rôles décisionnels dans la gestion des terres et les projets de reboisement. Les postes de direction au sein des comités de la GMV et des conseils locaux sont souvent dominés par les hommes. - Dans de nombreux pays participant à la GMV, les lois sur la propriété foncière ne sont pas favorables aux femmes, ce qui les empêche de profiter pleinement des opportunités économiques créées par les projets de restauration des terres. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'un des principaux défis consiste à lever les obstacles juridiques à la propriété foncière pour les femmes. Les lois coutumières des zones rurales empêchent souvent les femmes de posséder des terres ou d'en hériter, ce qui limite leur capacité à investir dans des pratiques agricoles durables. - Le financement reste un problème, car les initiatives menées par les femmes dans les zones rurales ont souvent du mal à accéder au crédit ou aux ressources financières pour développer leurs pratiques agricoles ou s'engager dans des activités de reboisement.



1

2

3

4

5

6

7

8

9



Politique/ Institution	Mandat de la politique/ Institution	Niveau de mise en œuvre	Prise en compte du genre	Principales lacunes en matière de genre	Défis
Agence d'électrification rurale du Nigeria (REA)	(REA) met en œuvre une série de projets visant à élargir l'accès à l'électricité dans les zones rurales non raccordées au réseau et mal desservies grâce aux énergies renouvelables, en particulier l'énergie solaire. La stratégie de la REA en matière de genre est conçue pour promouvoir l'implication des femmes dans le secteur de l'énergie, en veillant à ce qu'elles bénéficient non seulement d'un accès à l'énergie propre, mais qu'elles participent également aux chaînes de valeur associées à la production, à l'installation et à l'entretien de l'énergie renouvelable.	National	<ul style="list-style-type: none"> - La stratégie de la REA en matière d'égalité des sexes comprend des efforts pour former les femmes aux compétences techniques liées à l'énergie solaire, ce qui leur permet de devenir des techniciennes et des entrepreneuses dans le domaine de l'énergie solaire. Les femmes sont encouragées à rejoindre la main-d'œuvre du secteur de l'énergie grâce à des programmes ciblés de renforcement des capacités. - La REA s'est associée à des organisations de développement pour apporter un soutien financier aux entreprises dirigées par des femmes qui se concentrent sur les solutions d'énergie renouvelable, telles que les systèmes solaires domestiques et les mini-réseaux. 	<p>Malgré les efforts déployés pour intégrer les femmes dans le secteur des énergies renouvelables, celles-ci ne représentent qu'un faible pourcentage des techniciens solaires dans les zones rurales du Nigeria. Des normes de genre profondément enracinées et un accès limité à l'enseignement des STIM restent des obstacles.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'offre de produits financiers spécialement conçus pour les femmes est insuffisante, ce qui complique la tâche des femmes entrepreneurs qui souhaitent développer leurs activités dans le secteur de l'énergie ou accéder à des capitaux de démarrage. 	<ul style="list-style-type: none"> - Un défi majeur consiste à changer les perceptions sociétales du rôle des femmes dans des domaines techniques tels que les énergies renouvelables. De nombreuses femmes se heurtent à la résistance de leur communauté ou de leur famille lorsqu'elles tentent de faire carrière dans le domaine de l'énergie - En outre, l'absence d'instruments financiers ciblés pour les femmes dans le secteur de l'énergie limite leur capacité à accéder au capital nécessaire pour développer les solutions d'énergie renouvelable dans les zones rurales.
Plan d'action du Ghana pour une agriculture intelligente face au climat et la sécurité alimentaire (CSAFS)	(CSAFS) vise à promouvoir des pratiques agricoles durables qui améliorent la productivité tout en minimisant l'impact sur l'environnement. Le plan comprend des initiatives visant à remédier à l'inégalité entre les sexes dans l'agriculture en offrant aux femmes un meilleur accès aux ressources, à la terre et à la technologie.	National	<ul style="list-style-type: none"> - Le CSAFS comprend des dispositions spécifiques visant à améliorer l'accès des femmes aux technologies agricoles intelligentes sur le plan climatique, telles que les semences résistantes à la sécheresse, les systèmes d'irrigation et les outils agricoles alimentés par des énergies renouvelables. - Des programmes de formation ont été élaborés pour aider les agricultrices à adopter des pratiques intelligentes face au climat, car elles sont touchées de manière disproportionnée par la dégradation des sols et le changement climatique. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'accès des femmes à la terre au Ghana reste inégal, de nombreuses agricultrices n'étant pas en mesure d'obtenir un régime foncier à long terme. Cela limite leur capacité à investir dans des pratiques agricoles durables à long terme. - Malgré des programmes de formation ciblés, les agricultrices n'ont souvent pas accès au crédit et aux produits financiers qui leur permettraient d'acheter des technologies intelligentes sur le plan climatique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les obstacles juridiques et institutionnels à la propriété foncière pour les femmes restent l'un des défis les plus importants pour l'expansion des pratiques agricoles intelligentes face au climat parmi les agricultrices. - Les institutions financières sont souvent réticentes à accorder des crédits aux petites agricultrices, en particulier dans les zones rurales, où les garanties et les connaissances financières sont limitées.

Comblar les lacunes en matière d'égalité entre les hommes et les femmes dans les initiatives vertes en cours

Bien que des progrès aient été réalisés en Afrique de l'Ouest pour intégrer la dimension de genre dans les politiques et projets écologiques, des lacunes majeures persistent, notamment en ce qui concerne la participation active et le leadership des femmes dans ces secteurs.

Le manque d'accès à la terre, au crédit, à la formation technique et aux opportunités de leadership continue d'entraver la pleine participation des femmes à la transition verte. En outre, des normes culturelles profondément ancrées et des barrières juridiques exacerbent ces défis, en particulier dans les zones rurales. Pour combler ces lacunes, les initiatives vertes en cours doivent renforcer leurs composantes sexospécifiques. Il s'agit notamment de renforcer le soutien financier aux entreprises vertes dirigées par des femmes, de fournir une formation technique ciblée et de plaider en faveur de réformes juridiques garantissant l'égalité des droits fonciers pour les femmes. Ce n'est qu'en relevant ces défis que l'Afrique de l'Ouest pourra s'assurer que la transition verte profite à tous les membres de la société, en favorisant à la fois la durabilité environnementale et l'égalité des sexes.



1

2

3

4

5

6

7

8

9



6

Analyse politique :
l'autonomisation des
femmes et la transition
verte en Afrique de l'Ouest



6 Analyse politique : L'autonomisation des femmes et la transition verte en Afrique de l'Ouest

Les efforts engagés par l'Afrique de l'Ouest en faveur du développement durable sont étroitement liés à l'autonomisation des femmes et à la transition écologique. Un cadre politique robuste est indispensable pour faire progresser l'égalité des sexes tout en répondant aux défis liés au changement climatique et à la dégradation de l'environnement. Cette section propose une analyse des politiques actuelles, met en lumière les principales lacunes et besoins, et présente des exemples de bonnes pratiques provenant d'autres régions. Elle examine également l'environnement entrepreneurial des femmes dans le contexte émergent de l'économie verte.

6.1. Politiques actuelles : L'autonomisation des femmes et la transition verte en Afrique de l'Ouest

Les pays d'Afrique de l'Ouest ont accompli des progrès significatifs dans la mise en œuvre de politiques visant à promouvoir l'autonomisation des femmes tout en soutenant la transition vers une économie verte. Ces efforts s'appuient souvent sur des cadres nationaux et régionaux conçus pour intégrer les questions de genre dans la réalisation des Objectifs de développement durable.

6.1.1. Politiques nationales

- **Nigéria** : La politique nationale du Nigeria en matière de genre souligne l'importance de la participation des femmes dans tous les secteurs, y compris l'environnement et l'énergie. Le pays a également élaboré une politique nationale en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique (NREEEP), qui souligne la nécessité d'adopter des approches sensibles au genre pour élargir l'accès aux énergies renouvelables. Toutefois, la mise en œuvre de ces politiques n'a pas été uniforme et il manque encore des initiatives concrètes pour garantir que les femmes bénéficient de l'économie verte sur un pied d'égalité.
- **Ghana** : La politique nationale du Ghana en matière de changement climatique (NCCP) reconnaît la nécessité de l'égalité des sexes dans l'adaptation au climat et l'atténuation de ses effets. Elle comprend des dispositions visant à renforcer les capacités des femmes dans les domaines de l'agriculture et des énergies renouvelables. En outre, le gouvernement a soutenu les femmes dans le domaine de l'agriculture intelligente face au climat par l'intermédiaire de programmes tels que le Savannah Accelerated Development Authority (SADA), qui vise à renforcer la résilience des agricultrices face aux effets du climat.
- **Sénégal** : Le Plan Sénégal Émergent (PSE) du Sénégal est un plan de développement national qui intègre l'égalité des sexes et la durabilité. Le pays a également élaboré une stratégie sur le genre et l'énergie dans le cadre plus large de sa politique énergétique, visant à accroître la participation des femmes dans le secteur de l'énergie, en particulier dans l'électrification rurale.



1

2

3

4

5

6

7

8

9



6.1.2. Politiques régionales

Au niveau régional, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a élaboré plusieurs politiques visant à promouvoir la participation des femmes à la transition verte. La politique de la CEDEAO pour l'intégration du genre dans l'accès à l'énergie vise explicitement à réduire les inégalités entre les hommes et les femmes dans le secteur de l'énergie, en reconnaissant la nécessité d'impliquer les femmes à la fois dans l'élaboration des politiques et dans l'entrepreneuriat. De même, la politique de la CEDEAO en matière d'énergies renouvelables (EREP) intègre des perspectives de genre en encourageant les États membres à créer des conditions favorables pour les femmes dans les industries des énergies renouvelables.

Bien que ces politiques reflètent des engagements forts en faveur de l'égalité des sexes et de la durabilité, la traduction de la politique en action reste un défi. La prochaine étape consistera à s'assurer que ces cadres sont financés de manière adéquate, qu'ils sont appliqués et qu'ils intègrent les voix des femmes de la base.

6.2. Mécanismes de financement vert et leur rôle dans la transition verte selon le genre

Le financement est un aspect essentiel de la transition écologique, et des mécanismes nationaux et internationaux sont utilisés pour soutenir les projets écologiques en Afrique de l'Ouest. Toutefois, la mesure dans laquelle ces mécanismes tiennent compte de la dimension de genre varie.

6.2.1. Mécanismes de financement internationaux

- **Fonds vert pour le climat (FVC)** : Le FVC est l'un des plus grands fonds multilatéraux soutenant des projets liés au climat au niveau mondial, et les pays d'Afrique de l'Ouest, y compris le Ghana et le Sénégal, y ont eu accès pour des projets d'énergie renouvelable et de résilience climatique. Le FVC dispose d'une politique de genre qui vise à garantir un accès équitable au financement pour les femmes. Cependant, bien que cette politique existe, sa mise en œuvre ne met souvent pas l'accent sur les projets menés par les femmes, en particulier au niveau local, en raison de barrières bureaucratiques et des difficultés rencontrées par les femmes entrepreneures pour répondre aux critères de financement.
- **Banque africaine de développement (BAD)** : Le programme d'obligations vertes et l'initiative "Desert to Power" de la BAD visent à accélérer le déploiement des énergies renouvelables dans le Sahel. Ces programmes ont apporté un soutien important à des projets solaires à grande échelle, tels que ceux du Burkina Faso et du Mali. La dimension de genre est intégrée dans ces projets principalement par le biais de programmes de renforcement des capacités pour les femmes dans le domaine des énergies renouvelables. Toutefois, il reste des défis à relever pour garantir l'égalité d'accès au financement pour les entreprises dirigées par des femmes.



1

2

3

4

5

6

7

8

9



- **Banque mondiale et Fonds pour les technologies propres (FTP)** : Le FTP de la Banque mondiale a soutenu des projets dans toute l'Afrique de l'Ouest, notamment les programmes d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique du Nigeria. Bien que la Banque mondiale ait une approche sensible au genre en matière de financement vert, l'inclusion réelle des femmes dans les processus de prise de décision et la conception des projets est encore limitée. Par exemple, les femmes entrepreneurs dans le secteur des énergies renouvelables ont des difficultés à accéder au financement, en particulier dans les zones rurales, en raison d'un manque de garanties et de soutien institutionnel.

6.2.2. Mécanismes de financement nationaux

- **Programme d'énergie renouvelable du Nigeria** : Le Nigeria a mis en place des mécanismes de financement vert, tels que le Nigeria Green Bond Program, qui finance des projets d'énergie renouvelable. Cependant, la participation des femmes à ces programmes a été limitée, la plupart des fonds étant destinés à des projets de grande envergure plutôt qu'à soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) dirigées par des femmes dans l'économie verte.
- **Mécanisme de financement climatique du Ghana** : Le Ghana a élaboré une stratégie nationale de financement du climat qui vise à mobiliser des fonds pour l'adaptation au climat et les projets d'infrastructures vertes. Bien que la stratégie prenne en compte le genre, peu de données sont disponibles sur la proportion du financement qui bénéficie directement aux entreprises vertes dirigées par des femmes ou aux projets qui renforcent l'autonomie des femmes.

6.3. Lacunes et besoins : Lacunes politiques dans le domaine de l'égalité des sexes et de la transition verte

6.3.1. Lacunes politiques en matière d'égalité des sexes

- **Inclusion limitée des femmes dans l'élaboration des politiques** : Bien que l'égalité des sexes soit souvent mentionnée dans les politiques vertes, les voix des femmes sont quasiment absentes des processus de conception et de prise de décision. Il est nécessaire de mettre en place des consultations plus larges impliquant les organisations de femmes et les communautés de base afin de s'assurer que les politiques répondent à leurs besoins et défis spécifiques.
- **L'absence de financement tenant compte de la dimension genre** : Les mécanismes de financement, tant internationaux que nationaux, ont tendance à donner la priorité aux projets de grande envergure plutôt qu'aux petites entreprises dirigées par des femmes. Les femmes des zones rurales, en particulier, se heurtent à des obstacles dans l'accès aux financements verts en raison de critères

- **Faible représentation dans les domaines techniques** : Malgré les efforts politiques, les femmes restent sous-représentées dans les fonctions techniques des secteurs verts tels que les énergies renouvelables et la gestion de l'environnement. Cela est dû en grande partie aux disparités entre les sexes dans l'éducation, en particulier dans les domaines des STEM, qui empêchent les femmes de participer pleinement à l'économie verte.

6.3.2. Lacunes en matière de politique environnementale et économique

- **Une mise en œuvre incohérente des politiques** : De nombreux pays d'Afrique de l'Ouest ont des politiques vertes ambitieuses, mais leur mise en œuvre laisse souvent à désirer en raison d'une capacité institutionnelle insuffisante, d'un financement inadéquat et de mécanismes d'application faibles. Cette lacune est particulièrement évidente dans les politiques environnementales liées à l'agriculture durable et au développement des énergies renouvelables.
- **Manque d'intégration entre les politiques économiques et les politiques d'égalité des sexes** : Les politiques d'égalité des sexes et les politiques de transition écologique fonctionnent souvent en vase clos. Il est nécessaire d'adopter des approches plus intégrées qui reconnaissent l'intersection entre l'autonomisation des femmes et la durabilité environnementale, en particulier dans le secteur agricole, où les femmes jouent un rôle crucial

6.4. Meilleures pratiques : Leçons tirées de la mise en œuvre réussie des politiques

Plusieurs pays, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Afrique, proposent des bonnes pratiques pour l'intégration des politiques de transition écologique et de genre.

- **Rwanda** : Le Rwanda a mis en œuvre avec succès une stratégie nationale sur le genre et le changement climatique, qui intègre le genre dans les projets de résilience climatique. Cette stratégie s'est concentrée sur l'amélioration de l'accès des femmes aux technologies agricoles intelligentes et à la propriété foncière. En impliquant les femmes dans des rôles de leadership, le Rwanda a augmenté la productivité des agricultrices tout en relevant les défis environnementaux.
- **Afrique du Sud** : Le programme sud-africain d'approvisionnement des producteurs indépendants d'énergie renouvelable (REIPPPP) a été salué pour son intégration des femmes dans les projets d'énergie renouvelable. Ce programme prévoit que les développeurs d'énergies renouvelables s'engagent auprès d'entreprises détenues par des femmes et qu'ils offrent une formation aux femmes dans des rôles techniques et de gestion au sein du secteur de l'énergie. Cela a permis d'accroître considérablement la participation des femmes dans les chaînes de valeur des énergies renouvelables en Afrique du Sud.
- **L'Allemagne** : La loi allemande sur les énergies renouvelables est un exemple international de la manière dont la politique peut stimuler l'entrepreneuriat vert et la création d'emplois. Cette loi prévoit des subventions et des incitations financières pour les start-ups dirigées par des femmes dans le secteur des énergies renouvelables, ce qui a entraîné une augmentation notable de la participation des femmes dans l'entrepreneuriat énergétique.



1

2

3

4

5

6

7

8

9



6.5. Environnement des entreprises : Cadre pour les emplois verts et l'esprit d'entreprise des femmes

Un environnement favorable aux entreprises est essentiel pour favoriser les emplois verts et l'esprit d'entreprise chez les femmes en Afrique de l'Ouest. Cependant, le cadre réglementaire actuel et la disponibilité du soutien financier présentent à la fois des opportunités et des défis.

6.5.1. Emplois verts pour les femmes

Les emplois verts, notamment dans des secteurs tels que les énergies renouvelables, l'agriculture durable et la gestion des déchets, représentent des opportunités considérables pour les femmes. Cependant, l'environnement commercial reste peu favorable à leur accès à ces emplois en raison de pratiques d'embauche discriminatoires, d'un déficit de formation spécialisée et de réseaux de soutien insuffisants. Dans le secteur des énergies renouvelables, par exemple, les femmes sont encore principalement cantonnées à des fonctions administratives, tandis que les postes techniques et de direction sont majoritairement occupés par des hommes. Il est donc crucial de développer des politiques qui priorisent la formation technique des femmes et offrent des incitations concrètes aux entreprises engagées dans la promotion de l'égalité des sexes à l'embauche.

6.5.2. L'entrepreneuriat vert

L'entrepreneuriat vert, en particulier dans les domaines de l'agriculture et de l'énergie, a le potentiel d'autonomiser les femmes sur le plan économique. Au Ghana et au Sénégal, les entreprises agroalimentaires dirigées par des femmes adoptent de plus en plus de pratiques agricoles durables, créant ainsi de nouvelles sources de revenus tout en promouvant la durabilité environnementale. Toutefois, l'environnement commercial des femmes entrepreneurs reste difficile. L'accès au financement est un obstacle majeur, car de nombreuses femmes ne disposent pas des garanties nécessaires pour obtenir des prêts. Les institutions financières sont également souvent réticentes à investir dans des entreprises vertes dirigées par des femmes en raison des risques perçus.

6.5.3. Cadre réglementaire

Alors que des pays comme le Nigeria et le Ghana ont développé des politiques de soutien aux PME, il est nécessaire d'apporter un soutien plus ciblé aux entreprises vertes dirigées par des femmes. Cela inclut des incitations fiscales, des subventions pour les produits durables et des programmes de financement dédiés aux femmes dans les industries vertes.



1

2

3

4

5

6

7

8

9



6.5.4. Disponibilité du soutien financier

Bien qu'il existe plusieurs fonds nationaux et internationaux pour soutenir les projets écologiques, les femmes se heurtent souvent à des obstacles pour accéder à ces ressources. Des programmes tels que l'African Women in Business Initiative (AFDB) offrent un soutien précieux, mais il est nécessaire de disposer de produits financiers plus sensibles au genre qui s'adressent spécifiquement aux femmes dans le domaine de l'entrepreneuriat vert.

Renforcer les politiques pour une transition verte respectueuse de l'égalité entre les hommes et les femmes

La transition verte en Afrique de l'Ouest offre d'immenses possibilités d'autonomisation des femmes, mais les politiques existantes doivent être renforcées pour réaliser pleinement ce potentiel. Bien qu'il existe plusieurs politiques nationales et régionales promouvant l'égalité des sexes et la durabilité, des lacunes subsistent en matière de financement, de mise en œuvre des politiques et de représentation dans les instances de prise de décision. En tirant les leçons des meilleures pratiques en Afrique et au niveau international, les pays d'Afrique de l'Ouest peuvent améliorer leurs cadres politiques pour soutenir la participation des femmes aux emplois et à l'entrepreneuriat verts, en veillant à ce que la transition verte soit à la fois inclusive et durable.



1

2

3

4

5

6

7

8

9



7

Rôles et contributions des parties prenantes



7 Rôles et contributions des parties prenantes

La réalisation d'une transition verte durable qui intègre l'autonomisation des femmes en Afrique de l'Ouest nécessite des efforts concertés de la part de multiples parties prenantes. Les gouvernements nationaux et locaux, les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations de la société civile (OSC), le secteur privé et la communauté internationale jouent tous un rôle essentiel dans la réalisation de progrès. Cette section décrit les contributions de chacune de ces parties prenantes et souligne l'importance de la collaboration pour atteindre la durabilité à long terme et l'égalité des sexes.

7.1. Le gouvernement : Rôle des gouvernements nationaux et locaux

Les gouvernements nationaux et locaux d'Afrique de l'Ouest jouent un rôle essentiel dans la création d'un environnement réglementaire et politique favorable à l'autonomisation des femmes et aux initiatives écologiques. Grâce à la législation, aux cadres politiques et à la mise en œuvre de programmes, les gouvernements peuvent accélérer l'adoption d'énergies renouvelables, d'une agriculture durable et d'un développement intégrant la dimension de genre.

7.1.1. Gouvernements nationaux

- **Nigeria** : Le gouvernement nigérian a pris des mesures pour intégrer l'autonomisation des femmes dans les politiques vertes. Sa politique nationale en matière de genre et sa politique nationale en matière d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique (NREEEP) fournissent des cadres pour renforcer la participation des femmes à l'économie verte, en particulier dans l'accès à l'énergie et l'agriculture. En outre, l'agence d'électrification rurale du Nigeria (REA) encourage les projets d'énergie solaire dans les zones non raccordées au réseau, dont beaucoup impliquent la formation de femmes en tant que techniciennes de l'énergie solaire. Cette initiative renforce l'autonomie des femmes en leur fournissant des compétences techniques et des sources de revenus stables, tout en faisant progresser les objectifs du Nigeria en matière d'énergie renouvelable.
- **Ghana** : Le gouvernement ghanéen a été proactif dans la promotion de l'agriculture intelligente face au climat et des énergies renouvelables par le biais de politiques telles que la politique nationale sur le changement climatique (NCCP). En collaboration avec des partenaires de développement, le gouvernement ghanéen soutient des programmes qui forment les agricultrices à des pratiques agricoles durables, les aidant ainsi à s'adapter aux effets du climat et à améliorer la sécurité alimentaire. En outre, la commission ghanéenne de l'énergie a mis en place des stratégies tenant compte de la dimension de genre afin d'impliquer les femmes dans le secteur en expansion des énergies renouvelables du pays.



1

2

3

4

5

6

7

8

9



- **Sénégal** : Le Plan Sénégal Émergent (PSE) du Sénégal souligne l'engagement du gouvernement à intégrer l'égalité des sexes dans les efforts de développement durable. Au niveau local, la stratégie du Sénégal en matière de genre et d'énergie se concentre sur l'augmentation de la participation des femmes dans les projets d'électrification rurale, en particulier grâce à l'énergie solaire. Les initiatives du gouvernement local, en collaboration avec des groupes de femmes, permettent aux femmes de devenir des entrepreneurs et des leaders dans le domaine de l'énergie durable.

7.1.2. Gouvernements locaux

Les gouvernements locaux jouent également un rôle essentiel dans la mise en œuvre des politiques et des programmes nationaux. Dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, les autorités locales sont responsables du déploiement de projets communautaires d'énergie renouvelable et de programmes agricoles résistants au climat. Par exemple, dans les États du nord du Nigeria, les autorités locales se sont associées à des coopératives de femmes pour promouvoir une agriculture intelligente face au climat, tandis que dans les régions rurales du Sénégal, les conseils locaux soutiennent des projets d'irrigation à l'énergie solaire menés par des agricultrices. Les gouvernements locaux sont essentiels pour garantir que les politiques sont adaptées aux besoins spécifiques des femmes rurales et pour faciliter l'accès à la formation, au financement et aux marchés. Toutefois, des problèmes tels que l'insuffisance des financements et des capacités au niveau local continuent d'entraver la mise en œuvre efficace de ces initiatives.

7.2. Contributions des Organisations non gouvernementales et de la société civile

Les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations de la société civile (OSC) contribuent à combler le fossé entre la politique et la pratique, en particulier dans les domaines où les ressources et la portée du gouvernement sont limitées. Ces organisations se concentrent souvent sur le soutien technique, le renforcement des capacités et le plaidoyer, en mettant l'accent sur l'intégration de la dimension de genre dans la transition verte.

7.2.1. ONG et OSC régionales

- **Organisation des femmes pour l'environnement et le développement (WEDO)** : Active dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, la WEDO s'efforce de promouvoir le leadership des femmes en matière de gouvernance environnementale et de développement durable. L'organisation encourage la participation des femmes à l'élaboration des politiques climatiques et plaide en faveur de mécanismes de financement du climat tenant compte des sexospécificités. Au Ghana, la WEDO a collaboré avec des OSC locales pour former les femmes à l'agriculture intelligente face au climat, en donnant aux agricultrices les moyens d'adopter des pratiques qui renforcent la résilience face au changement climatique.

- **Réseau sur l'environnement et le développement durable en Afrique (NESDA)** : Le NESDA opère dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et se concentre sur la promotion du développement durable par le biais d'actions locales. L'organisation gère des projets communautaires dans le domaine des énergies renouvelables et de l'agriculture durable qui donnent la priorité à l'implication des femmes. Au Sénégal, la NESDA a aidé des coopératives de femmes à mettre en œuvre des pratiques agroforestières qui restaurent les terres dégradées et améliorent la sécurité alimentaire.

7.2.2. ONG internationales

- **Solar Sister** : Exemple frappant au Nigeria, Solar Sister travaille avec des femmes locales pour distribuer et entretenir des produits alimentés par l'énergie solaire, tels que des lanternes et des chargeurs de téléphones portables, dans des communautés hors réseau. En formant les femmes à l'entrepreneuriat solaire, l'ONG ne se contente pas de lutter contre la pauvreté énergétique, elle les autonomise également sur le plan économique. Ce modèle s'est étendu au Nigeria et à d'autres pays africains, ce qui en fait un acteur essentiel à l'intersection du genre et de l'énergie verte.
- **Oxfam** : Les programmes d'Oxfam en Afrique de l'Ouest se concentrent sur la résilience climatique et l'égalité des sexes, en particulier dans l'agriculture. Au Burkina Faso et au Niger, Oxfam a fourni une assistance technique aux agricultrices, leur permettant d'adopter des cultures résistantes à la sécheresse et d'améliorer les techniques de gestion de l'eau. Oxfam plaide également pour l'inclusion des femmes dans les politiques climatiques nationales de la région.

Les ONG et les OSC jouent souvent le rôle de facilitateurs de l'innovation en pilotant des initiatives vertes à petite échelle qui peuvent ensuite être étendues par les gouvernements ou les partenaires du secteur privé. Leur contribution est essentielle pour garantir que les femmes, en particulier dans les zones rurales, aient accès aux ressources, à la formation et aux réseaux nécessaires pour prospérer dans les secteurs verts.

7.3. Le secteur privé : Participation des entreprises

Le secteur privé a un rôle clé à jouer dans la promotion d'une économie verte et le soutien aux femmes entrepreneurs, notamment en investissant dans des entreprises durables, en créant des emplois verts et en promouvant des pratiques favorisant l'égalité entre les hommes et les femmes. Les grandes multinationales et les entreprises locales sont de plus en plus impliquées dans des initiatives écologiques en Afrique de l'Ouest.

7.3.1. Entreprises multinationales

- **TotalEnergies** : Au Sénégal, TotalEnergies s'est associé au gouvernement pour développer des projets d'énergie solaire à grande échelle, contribuant ainsi aux objectifs du pays en matière d'énergie renouvelable. Parallèlement, l'entreprise a lancé des initiatives visant à accroître la participation des femmes dans le secteur de l'énergie. En offrant des bourses et des formations techniques aux femmes ingénieurs, TotalEnergies contribue à combler le fossé entre les hommes et les femmes dans le domaine des énergies renouvelables, en leur offrant un meilleur accès à des emplois bien rémunérés dans l'industrie.

- **Coca-Cola** : Dans le cadre de son initiative 5by 20, Coca-Cola a soutenu des femmes entrepreneurs en Afrique de l'Ouest en leur offrant une formation et un financement pour des pratiques commerciales durables. Au Nigeria et au Ghana, le programme a aidé les femmes à créer des entreprises d'emballage respectueuses de l'environnement, contribuant ainsi à la réduction des déchets et à la promotion de l'entrepreneuriat vert.

7.3.2. Entreprises locales

- **M-KOPA Solar** : En Sierra Leone, M-KOPA Solar est une entreprise sociale qui fournit de l'énergie solaire abordable et payante aux ménages non raccordés au réseau. L'entreprise a intégré la dimension de genre dans son modèle d'entreprise en formant et en employant des femmes en tant qu'agents commerciaux et techniciens solaires. Cela permet non seulement d'améliorer l'accès à l'énergie dans les zones mal desservies, mais aussi de créer des emplois verts pour les femmes.
- **Entreprises agroalimentaires dirigées par des femmes** : Au Ghana et au Burkina Faso, les petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes sont à l'avant-garde de l'agriculture intelligente face au climat. Ces entreprises se concentrent sur des pratiques agricoles durables, telles que l'agriculture biologique et l'agroforesterie, et sont soutenues par des institutions locales de microfinancement qui offrent aux femmes un accès au crédit et à la formation technique.

L'implication du secteur privé est essentielle pour développer les initiatives vertes et favoriser la participation des femmes à l'économie verte. Toutefois, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour permettre aux femmes entrepreneurs d'accéder au financement et aux opportunités de leadership dans des secteurs clés tels que l'énergie et l'agriculture.

7.4. La communauté internationale : Rôle des organisations internationales et des donateurs

La communauté internationale, y compris les organisations multilatérales et les donateurs bilatéraux, fournit des contributions financières essentielles, une assistance technique et un plaidoyer politique pour soutenir la transition verte de l'Afrique de l'Ouest et l'autonomisation des femmes. Ces acteurs jouent un rôle important dans la définition des priorités de développement de la région et dans la mise en œuvre de projets à grande échelle qui bénéficient à la fois à l'environnement et aux femmes.

7.4.1. Organisations internationales

- **Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)** : Le PNUD a joué un rôle déterminant dans la promotion de politiques climatiques sensibles au genre et de projets verts dans toute l'Afrique de l'Ouest. Au Sénégal, le programme du PNUD sur le genre et le changement climatique a soutenu le leadership des femmes dans la gouvernance climatique, tandis qu'au Ghana, l'organisation a collaboré avec le gouvernement pour permettre aux agricultrices d'accéder à des technologies intelligentes sur le plan climatique.



1

2

3

4

5

6

7

8

9



- **La Banque Mondiale** : Le programme régional d'énergie de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest soutient des projets d'énergie renouvelable, dont la plupart visent à améliorer l'accès à l'énergie dans les zones rurales. La Banque donne également la priorité au genre dans ses projets, en finançant des initiatives d'énergie renouvelable dirigées par des femmes et en offrant une assistance technique aux femmes entrepreneurs. Au Burkina Faso, la Banque mondiale a financé des systèmes d'irrigation alimentés par l'énergie solaire, ce qui a permis aux agricultrices d'améliorer leur productivité agricole.

7.4.2. Programmes des donateurs

- **Fonds vert pour le climat (FVC)** : Le FVC est une source majeure de financement climatique en Afrique de l'Ouest, soutenant à la fois des projets d'atténuation et d'adaptation. Grâce à sa politique en matière de genre, le FVC veille à ce que les projets financés tiennent compte de la dimension de genre. Au Niger, les ressources du FVC ont été utilisées pour améliorer la gestion de l'eau dans l'agriculture, en mettant l'accent sur l'autonomisation des femmes dans les communautés rurales.
- **Banque africaine de développement (BAD)** : L'initiative "Desert to Power" de la BAD vise à fournir de l'électricité à des millions de personnes dans le Sahel grâce à l'énergie solaire. L'initiative intègre la dimension de genre en soutenant les femmes entrepreneurs et en proposant des programmes de formation qui permettent aux femmes de participer à la chaîne de valeur des énergies renouvelables.

Les contributions des organisations internationales et des donateurs sont essentielles pour garantir que la transition verte de l'Afrique de l'Ouest soit inclusive et tienne compte des questions de genre. Leur soutien financier, associé à l'assistance technique et au plaidoyer politique, permet à la région de mettre en œuvre des projets à grande échelle qui profitent aux femmes et favorisent la durabilité de l'environnement.

Le pouvoir de la collaboration multipartite

La réalisation d'une transition verte qui donne aux femmes les moyens d'agir requiert les efforts collectifs des gouvernements, des ONG, du secteur privé et de la communauté internationale. Les gouvernements nationaux et locaux fournissent les cadres politiques et le soutien réglementaire, tandis que les ONG et les OSC assurent la mise en œuvre et le plaidoyer au niveau local. Le secteur privé stimule l'innovation et la création d'emplois, et les donateurs internationaux offrent le soutien financier et technique nécessaire à l'extension des initiatives réussies. Chaque partie prenante a un rôle vital à jouer dans la promotion d'un avenir inclusif et durable pour l'Afrique de l'Ouest.

7.5. Enseignements tirés

L'intersection de l'autonomisation des femmes et de la transition écologique en Afrique de l'Ouest offre une occasion unique de relever deux défis mondiaux majeurs : l'inégalité entre les sexes et le changement climatique. En favorisant des politiques et des programmes inclusifs, les pays d'Afrique de l'Ouest peuvent accélérer leur transition écologique tout en créant des opportunités pour les femmes de jouer un rôle central dans le développement durable. Cette section résume les principaux enseignements tirés des initiatives existantes, propose des recommandations en matière de politiques et de programmes et expose des stratégies de collaboration multipartite visant à renforcer l'efficacité de la transition verte.

1. Il existe une relation à double sens entre l'autonomisation des femmes et la transition verte

L'un des principaux enseignements tirés est que l'autonomisation des femmes n'est pas seulement un impératif social et économique, mais aussi un puissant moteur de la transition verte. Les femmes, en particulier dans les zones rurales, sont en première ligne de la gestion des ressources naturelles telles que la terre et l'eau, et elles subissent souvent de plein fouet les effets du climat. En donnant aux femmes les moyens d'agir – par l'accès à l'éducation, au financement et à des rôles de direction – les pays d'Afrique de l'Ouest peuvent renforcer leur résilience au climat et promouvoir le développement durable. Par exemple, le leadership des femmes dans les initiatives d'agriculture intelligente face au climat s'est avéré efficace pour améliorer la sécurité alimentaire et lutter contre la désertification, comme le montrent les programmes d'agroforesterie du Burkina Faso.

Par ailleurs l'action climatique sensible au genre et la transition vers des économies vertes sont, elles aussi, des catalyseurs pour l'autonomisation des femmes et la réalisation de l'égalité entre les sexes. Pour les pays en développement, la transition écologique représente un vecteur d'opportunités d'emplois dans divers domaines tels que l'agriculture, l'énergie, la gestion des déchets, les transports, etc. Offrir aux femmes des possibilités de développement de compétences et de renforcement de capacité et garantir des conditions équitables, permettrait aux femmes de tirer parti des opportunités qu'offrent la transition verte.

2. Les financements verts doivent tenir compte de l'égalité entre les hommes et les femmes

Malgré la disponibilité de mécanismes internationaux et nationaux de financement vert, les femmes se heurtent souvent à des obstacles dans l'accès à ces ressources. Les fonds verts ont tendance à donner la priorité aux projets de grande envergure, alors que les femmes, en particulier celles qui vivent dans les zones rurales, sont souvent à la tête de petites et moyennes entreprises (PME) qui ont du mal à répondre aux critères de financement. Ce problème est évident dans le secteur des énergies renouvelables au Nigeria, où les femmes entrepreneurs dans le domaine de l'énergie solaire ont des difficultés à accéder aux capitaux malgré le soutien du gouvernement aux initiatives en matière d'énergies renouvelables. Les modèles de financement sensibles au genre qui donnent la priorité aux entreprises vertes dirigées par des femmes sont essentiels pour garantir l'inclusion dans la transition verte.



1

2

3

4

5

6

7

8

9



3. Le développement des compétences est essentiel pour accroître la participation des femmes

L'économie verte offre de nouvelles possibilités d'emploi dans des secteurs tels que les énergies renouvelables, la gestion des déchets et l'agriculture durable. Toutefois, la participation des femmes aux fonctions techniques dans ces secteurs reste limitée en raison d'un manque d'accès à la formation et à l'éducation. Des programmes tels que l'initiative Solar Sister au Nigeria et au Ghana ont démontré que lorsque les femmes reçoivent une formation technique, elles peuvent s'épanouir en tant que techniciennes et entrepreneuses dans le domaine de l'énergie solaire, créant ainsi des emplois verts tout en luttant contre la pauvreté énergétique. Il est donc nécessaire de mettre en place des programmes de développement des compétences plus ciblés afin que les femmes soient équipées pour participer à l'économie verte.

4. Il existe des lacunes politiques qui compromettent l'égalité entre les hommes et les femmes dans la transition écologique

Si de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest ont fait des progrès significatifs dans l'adoption de politiques vertes, les considérations de genre sont souvent faibles ou incohérentes dans leur mise en œuvre. Par exemple, la politique nationale sur le changement climatique du Ghana (NCCP) reconnaît l'égalité des sexes, mais les mesures concrètes visant à garantir l'inclusion des femmes dans la prise de décision et les projets verts font souvent défaut. Pour combler cette lacune, il faudra renforcer l'application de politiques sensibles au genre et intégrer la voix des femmes dans la formulation des politiques à tous les niveaux de gouvernance.

5. La collaboration entre les différentes parties prenantes est un gage de réussite

Les initiatives écologiques réussies, telles que la Grande Muraille verte et Desert to Power, démontrent l'importance de la collaboration entre les gouvernements, les ONG, les entreprises et les donateurs internationaux. Les partenariats multipartites garantissent que les projets sont inclusifs, bien financés et adaptés aux contextes locaux. Ces collaborations facilitent également l'extension des programmes pilotes réussis au niveau national ou régional, garantissant ainsi un impact plus large et une plus grande durabilité.



1

2

3

4

5

6

7

8

9



8

Recommandations de politiques



8

Recommandations de politiques

Pour que les femmes jouent un rôle central dans la transition verte de l'Afrique de l'Ouest, les décideurs politiques doivent adopter des stratégies sensibles au genre qui intègrent l'autonomisation des femmes dans tous les aspects de la durabilité environnementale. Les recommandations suivantes portent sur des domaines politiques clés :

1. Intégrer des approches sensibles au genre dans les financements verts

Les gouvernements et les institutions financières devraient créer des fonds et des mécanismes de financement spécifiquement destinés aux entreprises vertes et aux PME dirigées par des femmes. Des produits de prêt, des initiatives de microfinance et des subventions tenant compte de la dimension de genre peuvent aider les femmes entrepreneurs à accéder au capital nécessaire pour lancer et développer des projets d'énergie renouvelable et d'agriculture durable. En outre, les programmes de financement devraient simplifier les critères d'éligibilité et offrir un soutien technique aux femmes, en particulier dans les zones rurales, afin de les aider à s'y retrouver dans les complexités du financement vert.

2. Renforcer l'intégration de la dimension de genre dans les politiques vertes nationales et régionales

Les gouvernements nationaux devraient donner la priorité à l'intégration de la dimension de genre dans toutes les politiques climatiques et environnementales. Cela peut se faire en adoptant des quotas de genre dans les organes de décision, en établissant des comités consultatifs sur le genre dans les secteurs verts (tels que l'énergie et l'agriculture), et en exigeant que tous les projets verts fassent l'objet d'une évaluation de leur impact sur le genre. Au niveau régional, la CEDEAO devrait mettre en œuvre sa politique d'intégration de la dimension de genre dans l'accès à l'énergie, en veillant à ce que tous les États membres créent des cadres tenant compte de la dimension de genre pour l'énergie et l'action climatique.

3. Promouvoir le leadership des femmes dans la gouvernance climatique

Les femmes devraient être activement impliquées dans la gouvernance climatique de haut niveau et dans les processus de prise de décision. Les décideurs politiques peuvent mettre en place des programmes de leadership qui forment les femmes à la diplomatie climatique, à la gestion de l'environnement et à la formulation de politiques. Les gouvernements peuvent également créer des plateformes sensibles au genre pour que les femmes s'engagent dans les dialogues locaux et nationaux sur le climat, en veillant à ce que leurs points de vue soient pris en compte dans les stratégies de transition écologique.

4. Élargir la protection sociale et l'aide à la garde d'enfants pour les femmes travaillant dans des emplois verts

Pour encourager davantage de femmes à intégrer la main-d'œuvre verte, les gouvernements devraient mettre en place des politiques de protection sociale, notamment des congés de maternité rémunérés, des prestations de soins de santé et des services de garde d'enfants abordables.



1

2

3

4

5

6

7

8

9



Les femmes des zones rurales qui travaillent dans les secteurs de l'agriculture intelligente face au climat ou des énergies renouvelables devraient avoir accès à ces protections sociales, ce qui leur permettrait de concilier leurs responsabilités professionnelles et familiales tout en contribuant à l'économie verte.

5. Encourager le partage des responsabilités domestiques

Les politiques devraient promouvoir l'égalité des sexes au sein des ménages, en encourageant les hommes à assumer davantage de tâches domestiques et de soins. Par exemple, les gouvernements peuvent introduire et promouvoir des politiques de congé de paternité, encourageant les hommes à jouer un rôle actif dans la garde des enfants. Ce changement de responsabilités libérerait les femmes de l'obligation de s'occuper de tous les soins non rémunérés, ce qui leur permettrait de s'engager dans les secteurs verts ou de développer leurs entreprises.

6. Mener des campagnes publiques pour la redéfinition des rôles de genre

Les gouvernements et les ONG devraient lancer des campagnes de sensibilisation du public qui remettent en question les rôles traditionnels des hommes et des femmes et promeuvent une masculinité positive. Ces campagnes peuvent se concentrer sur le changement des perceptions sociétales en présentant des modèles masculins qui s'engagent activement dans les soins, la gestion du foyer et soutiennent les ambitions professionnelles de leurs partenaires. Des exemples positifs d'hommes soutenant la participation des femmes à l'économie verte devraient être mis en évidence afin de démanteler les normes sexistes.

7. Faire participer les hommes à la formation sur l'égalité entre les hommes et les femmes

Inclure les hommes dans les programmes d'égalité des sexes, en particulier dans les secteurs de l'économie verte tels que les énergies renouvelables et l'agriculture. Engager les hommes dans des discussions sur la masculinité positive et l'équité entre les sexes peut contribuer à modifier les attitudes et encourager les hommes à soutenir la pleine participation des femmes aux activités économiques. Cela peut se faire par le biais d'ateliers, de programmes communautaires et de programmes scolaires qui mettent l'accent sur la valeur de l'égalité des sexes dans la réalisation du développement durable.

8.1. Recommandations programmatiques

Outre les réformes politiques, il est nécessaire de mettre en place des programmes novateurs susceptibles de promouvoir l'autonomisation des femmes et d'accélérer la transition verte. Ces recommandations proposent de nouvelles approches qui peuvent compléter les initiatives existantes.

1. Créer des centres de formation aux compétences vertes pour les femmes

Les gouvernements, les ONG et le secteur privé devraient collaborer pour mettre en place des centres de formation aux compétences vertes qui offrent aux femmes une formation spécialisée dans des secteurs tels que la technologie solaire, l'agriculture durable, la gestion des déchets et la conservation de l'eau.



1

2

3

4

5

6

7

8

9



Ces centres peuvent être situés dans les zones rurales où les femmes sont les plus vulnérables au changement climatique, et offrir à la fois une formation technique et des services de développement commercial. Ils peuvent également faciliter les programmes de mentorat, en mettant les femmes en contact avec des entrepreneurs expérimentés dans le secteur vert.

2. Lancer un programme régional d'accélération des entreprises vertes dirigées par des femmes

Un programme régional d'accélération pour les entreprises vertes dirigées par des femmes aiderait les femmes entrepreneurs à accéder au financement, à l'assistance technique et aux possibilités de mise en réseau. L'accélérateur peut fournir des fonds d'amorçage, un accompagnement commercial et un soutien à l'accès au marché, afin d'aider les femmes à développer leurs entreprises vertes. Un tel programme ciblerait les entreprises dans le domaine des énergies renouvelables, de l'agriculture durable et de la fabrication de produits écologiques, en mettant l'accent sur l'innovation et l'évolutivité.

3. Développer des coopératives communautaires de production d'énergie renouvelable

Pour élargir l'accès à l'énergie tout en promouvant le leadership des femmes, des coopératives communautaires d'énergie renouvelable peuvent être créées dans les zones rurales. Ces coopératives seraient gérées par des femmes et axées sur la production d'énergie propre (solaire ou éolienne, par exemple) à usage local, créant ainsi des opportunités d'emploi pour les femmes dans la production, la distribution et la maintenance de l'énergie. Ce modèle pourrait également inclure des mécanismes de partage des bénéfices, garantissant que les femmes participent à la réussite financière de la coopérative.

4. Introduire des programmes de résilience climatique tenant compte de la dimension genre

Les nouveaux programmes de résilience climatique devraient s'attacher à fournir aux femmes les ressources nécessaires pour s'adapter à l'évolution des conditions climatiques, en particulier dans le domaine de l'agriculture. Il pourrait s'agir de leur donner accès à des cultures résistantes à la sécheresse, à des technologies d'irrigation permettant d'économiser l'eau et à des produits financiers conçus pour soutenir des investissements intelligents sur le plan climatique. Les programmes devraient également proposer une formation à la restauration des écosystèmes, permettant aux femmes de diriger les efforts de reboisement et de réhabilitation des terres dans les zones touchées par la désertification.

5. Établir des politiques de travail équitables entre les hommes et les femmes

Les entreprises vertes devraient adopter des politiques favorables à la famille, telles que des horaires de travail flexibles et des services de garde d'enfants sur place, qui permettent aux hommes et aux femmes de concilier leurs obligations professionnelles et domestiques. Ces politiques ne soutiennent pas seulement les femmes, mais permettent également aux hommes de participer plus activement à la prise en charge des enfants, brisant ainsi les normes traditionnelles de genre.



1

2

3

4

5

6

7

8

9



6. Créer des réseaux de soutien pour les hommes

Mettre en place des réseaux de soutien pour les hommes qui s'attachent à redéfinir leur conception de la masculinité de manière à promouvoir l'égalité des sexes. Ces réseaux pourraient offrir aux hommes des espaces pour discuter des défis et des avantages liés à l'adoption de rôles plus égalitaires au sein du foyer et sur le lieu de travail, soutenant ainsi l'objectif plus large d'un changement des normes sociétales.

8.2. Approches collaboratives : Favoriser les partenariats entre les parties prenantes

La réalisation d'une transition verte respectueuse de l'égalité entre les hommes et les femmes nécessite des approches collaboratives réunissant les gouvernements, les entreprises, les ONG et la communauté internationale. Les stratégies suivantes décrivent comment renforcer les partenariats multipartites :

1. Collaborations entre gouvernements et ONG pour la mise en œuvre au niveau local

Les gouvernements devraient s'associer à des ONG pour mettre en œuvre des programmes écologiques tenant compte des sexospécificités au niveau local. Par exemple, les gouvernements peuvent apporter un soutien réglementaire, tandis que les ONG offrent une expertise technique et s'engagent auprès des communautés locales pour s'assurer que les femmes bénéficient des initiatives écologiques. Ces partenariats sont particulièrement efficaces dans les zones rurales, où la portée du gouvernement peut être limitée, mais où les ONG ont des liens solides avec les communautés.

2. Partenariats avec le secteur privé pour la création d'emplois verts

Le secteur privé devrait travailler en étroite collaboration avec les gouvernements et les ONG pour développer des programmes de formation et des opportunités d'emploi pour les femmes dans les industries vertes. Les grandes entreprises peuvent offrir des bourses et des stages aux femmes dans les domaines des STIM, tandis que les petites entreprises peuvent proposer des programmes d'apprentissage dans les domaines de l'agriculture durable et des énergies renouvelables. Ces partenariats devraient également inclure des institutions financières qui offrent des lignes de crédit adaptées aux entreprises vertes dirigées par des femmes.

3. Soutien des donateurs internationaux aux plateformes multi acteurs

Les donateurs internationaux peuvent jouer un rôle clé en finançant et en facilitant les plateformes multipartites qui rassemblent les agences gouvernementales, la société civile, les entreprises et les organisations internationales pour concevoir et mettre en œuvre des politiques vertes sensibles au genre. Des plateformes telles que l'initiative "African Women in Business" de la Banque africaine de développement et la politique de genre du Fonds vert pour le climat peuvent être élargies pour inclure les gouvernements locaux et les organisations féminines locales, afin de garantir que toutes les voix soient entendues.

4. Coopération régionale par le biais de la CEDEAO

La CEDEAO devrait continuer à promouvoir la coopération régionale sur le genre et la transition verte en facilitant le partage transfrontalier des connaissances et les initiatives conjointes. Les États membres peuvent collaborer sur des projets d'énergie renouvelable à l'échelle de la région, partager les meilleures pratiques sur l'inclusion du genre et harmoniser les politiques pour s'assurer que l'autonomisation des femmes est au centre des stratégies d'action climatique de la région.

Vers une transition verte respectueuse de l'égalité entre les hommes et les femmes

La transition verte en Afrique de l'Ouest offre une occasion unique de relever simultanément les défis environnementaux et de promouvoir l'autonomisation des femmes. En tirant les leçons des initiatives passées, en mettant en œuvre des politiques sensibles au genre, en créant des programmes innovants et en encourageant la collaboration entre les différents acteurs, les pays d'Afrique de l'Ouest peuvent s'assurer que les femmes ne sont pas seulement des bénéficiaires, mais aussi des leaders dans cette transformation. Le renforcement des partenariats entre les gouvernements, les entreprises, les ONG et les donateurs internationaux sera la clé d'un avenir durable et inclusif pour tous.



1

2

3

4

5

6

7

8

9



9

Conclusion

L'intersection de l'autonomisation des femmes et de la transition verte en Afrique de l'Ouest présente une opportunité puissante pour faire avancer le développement durable. Les femmes jouent un rôle essentiel dans la gestion des ressources naturelles et dans la conduite des efforts visant à renforcer la résilience face aux impacts du changement climatique. Cependant, les normes sociales profondément ancrées dans le genre restent un obstacle important, limitant la capacité des femmes à participer pleinement à l'économie verte. Ces normes confinent les femmes dans des rôles traditionnels, notamment en ce qui concerne les soins et les tâches domestiques, ce qui limite leur capacité à occuper des postes de direction ou à développer leurs activités dans des secteurs tels que les énergies renouvelables, qui nécessitent souvent beaucoup de temps et de déplacements. L'analyse de programmes réussis tels que Solar Sister au Nigeria et le projet de régénération naturelle gérée par les agriculteurs (FMNR) au Niger démontre le potentiel de transformation des initiatives qui accordent la priorité à l'intégration de la dimension de genre. En confiant aux femmes des rôles de direction et en relevant les défis qui leur sont propres, ces programmes constituent un modèle sur la manière dont les femmes peuvent être à l'origine de changements significatifs dans leurs communautés. Ces initiatives ont réussi parce qu'elles reconnaissent et exploitent les forces des femmes, en leur offrant les ressources nécessaires pour surmonter les obstacles traditionnels.

Malgré ces succès, des défis importants subsistent. Les femmes continuent d'être confrontées à un accès inégal au financement, à l'éducation et aux opportunités de leadership, en particulier dans des domaines techniques tels que l'énergie et la gestion de l'environnement. Les inégalités structurelles, notamment l'accès limité à la terre et au crédit, entravent encore davantage le potentiel des femmes à diriger des entreprises dans des secteurs tels que l'agriculture intelligente face au climat et les énergies renouvelables. Pour relever ces défis, il est nécessaire de promouvoir une masculinité positive en encourageant les hommes à assumer davantage de soins et de responsabilités domestiques. Ce changement permettrait aux femmes d'avoir plus de liberté pour saisir des opportunités professionnelles. Il est également nécessaire de développer des systèmes financiers sensibles au genre qui s'adressent spécifiquement aux femmes entrepreneurs dans l'économie verte, leur permettant d'accéder au capital et aux ressources nécessaires à la prospérité de leurs entreprises. L'amélioration de l'accès aux programmes de développement des compétences vertes sera également essentielle pour préparer les femmes à jouer un rôle de premier plan dans des secteurs émergents tels que les énergies renouvelables et l'agriculture durable. Enfin, la collaboration multipartite entre les gouvernements, les organisations internationales et les communautés locales doit être renforcée pour garantir que les politiques et les projets sont inclusifs et évolutifs, et qu'ils répondent aux besoins spécifiques des femmes.



1

2

3

4

5

6

7

8

9





Références

Abdulrasheed, A., & Mumuni, N. (2024). Impact of Armed Banditry and Kidnapping on Rural Women Livelihood in North Western Nigeria. *African Journal of Politics and Administrative Studies*, 17(1), 446–476. <https://doi.org/10.4314/ajpas.v17i1.22>.

Addaney, M., Asibey, M. O., Cobbinah, P. B., & Akudugu, J. A. (2021). Climate change in rural Ghana: Perceptions and adaptive responses. *Local Environment*, 26(12), 1461–1479.

Amoah, J. O., & Mensah, J. (2023). Gender and public works intervention in rural Ghana: An empowerment framework perspective. *Wellbeing, Space and Society*, 5, 100176. <https://doi.org/10.1016/j.wss.2023.100176>.

Amoah-Boampong, C., & Agyeiwaa, C. (2021). Les femmes en Afrique précoloniale: Afrique de l'Ouest. In Yacob-Haliso, O., & Falola, T. (Eds.), *The Palgrave Handbook of African Women's Studies*. pp. 1099–1111. Palgrave Macmillan. https://doi.org/10.1007/978-3-030-28099-4_126.

Antwi-Agyei, P., Abalo, E. M., Dougill, A. J., & Baffour-Ata, F. (2021). Motivations, facilitateurs et obstacles à l'adoption de pratiques agricoles intelligentes face au climat par les petits exploitants agricoles: Evidence from the transitional and savannah agroecological zones of Ghana. *Regional Sustainability*, 2(4), 375–386. <https://doi.org/10.1016/j.regsus.2022.01.005>.

Apfel, D. (2022). La transition vers les énergies renouvelables au Sénégal? Exploration de la dynamique des voies émergentes vers un système énergétique durable. *Energy Research & Social Science*, 92, 102771. <https://doi.org/10.1016/j.erss.2022.102771>.

Baarsch, F., Granadillos, J. R., Hare, W., Knaus, M., Krapp, M., Schaeffer, M., & Lotze-Campen, H. (2020). L'impact du changement climatique sur les revenus et la convergence en Afrique. *World Development*, 126, 104699.

Banque africaine de développement (BAD). (n.d.). Desert to Power Initiative. Tiré de <https://www.afdb.org/en/topics-and-sectors/initiatives-partnerships/desert-to-power-initiative>.

Banque africaine de développement (BAD). (n.d.). Desert to Power Initiative. Tiré de <https://www.afdb.org/en/topics-and-sectors/initiatives-partnerships/desert-to-power-initiative>.

Cheeseman, K. (2024). Global Clean Energy Policy and the Inclusion of Women and Youth. Institute of Development Studies. <https://doi.org/10.19088/ids.2024.039>.

Debrah, R. (2021). An assessment of the socio-economic effects of terrorism in the Sahel region of West Africa. Thèse de doctorat, Université du Ghana.

Deinne, C. E. (2023). Reflections on income inequality and poverty trends in Nigeria. In *The Routledge Handbook of Poverty in the Global South*. pp. 345–369. Routledge India.

Eke, B. (2022). La représentation des femmes à l'Assemblée nationale du Nigeria: Une évaluation de leurs contributions aux activités législatives des 8e et 9e assemblées [Thèse].

Ekpeyong, P. (2023). Écart de rémunération entre les hommes et les femmes et choix d'emploi au Nigeria. *Mpra.ub.uni-Muenchen.de*. <https://mpa.ub.uni-muenchen.de/118315/>.



1

2

3

4

5

6

7

8

9



Elongemoke, J. M., & Susuman, A. S. (2020). Early marriage and correlates among young women in sub-Saharan African countries. *Journal of Asian and African Studies*, 002190962096677. <https://doi.org/10.1177/0021909620966778>.

Fasiku, A. M. (2023). L'implication des femmes dans la construction de la nation au Nigeria. *International Journal of Educational Research*, 6(05), 1-13.

Ferrant, G., & Hamel, N. (2018). Gender equality in West Africa? The key role of social norms. OECD Development Matters. <https://oecd-development-matters.org/2018/03/08/gender-equality-in-west-africa-the-key-role-of-social-norms/#ref1>

Fonds vert pour le climat (FVC). (2021). Politique et plan d'action du FGC en matière de genre pour la période 2020-2023. Extrait de <https://www.greenclimate.fund/document/gender-policy-and-action-plan-2020-2023>.

Igue, C. B., Amegnaglo, C. J., Tossou, U. J., Ogodja, C. V., Darate, C. V., Fiamohe, R. & Aminou, R. A. (2023). Impacts de l'introduction du foyer amélioré Guev Cooker sur l'autonomisation économique des femmes au Bénin et perspectives de mise à l'échelle. Rapport Technique projet CRDI Guev Cooker.

keyghobadi, M. (2023). An Analysis Of Socio-Cultural Factors Affecting Gender Inequality With A Role In Mental Health. *Journal of Pharmaceutical Negative Results*, 14(3), 3325-3337. <https://doi.org/10.47750/pnr.2023.14.03.415>.

Lestari, E. B., & Yuwana, R. Y. (2023). EMPOWERING WOMEN FARMERS THROUGH AGRICULTURAL EXTENSION APPROACH FOCUSING ON GENDER EQUALITY AND SUSTAINABILITY. *Acceleration: Multidisciplinary Research Journal*, 1(03), 136-146. <https://doi.org/10.70210/amrj.v1i03.29>.

Łukasz Jarosław Kozar, & Sulich, A. (2023). Emplois verts: Bibliometric review. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 20(4), 2886. <https://doi.org/10.3390/ijerph20042886>

Minteh, B. S. (2016, avril). Les manifestations au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, en Mauritanie, en Guinée-Bissau et en Guinée-Conakry (2011-2014): Une analyse comparative de la mobilisation, des griefs et des opportunités. Midwest Political Science Association, 74th Annual Conference. M-KOPA. (2023). Rapport d'impact. Extrait de <https://m-kopa.com/impact/>.

Organisation des femmes pour l'environnement et le développement (WEDO). (2020). Advancing gender-responsive climate action. Extrait de <https://wedo.org/>.

Padonou, E.A., Avocevou, C. & Sinsin, B. (2024). Énergie solaire et biotechnologies pour les femmes entrepreneurs dans les mangroves du site Ramsar 1017 au Bénin (SEWomen). Rapport technique final, 25 pages.

Partey, S. T., Zougmore, R. B., Ouédraogo, M., & Campbell, B. M. (2018). Développer une agriculture intelligente face au climat pour faire face à la variabilité climatique en Afrique de l'Ouest: Défis et leçons apprises. *Journal of Cleaner Production*, 187, 285-295. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2018.03.199>.

Poonam, P., & Sharma, C. (2024). EMPOWERING WOMEN FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT: ANALYSIS OF POLICIES AND PRACTICES IN DEVELOPING NATIONS. *Deleted Journal*, 07(03(i)), 113-118. [https://doi.org/10.62823/ijarcms/7.3\(ii\).6816](https://doi.org/10.62823/ijarcms/7.3(ii).6816).



1

2

3

4

5

6

7

8

9



Simi, S., & Manjula, K. (2024). Empowering Women Through Sustainable Handicrafts. *International Journal for Research in Applied Science and Engineering Technology*, 12(11), 187–194. <https://doi.org/10.22214/ijraset.2024.64947>.

Söderholm, P. (2020). La transition vers l'économie verte: Les défis du changement technologique pour la durabilité. *Sustainable Earth*, 3(1). <https://doi.org/10.1186/s42055-020-00029-y>.

Tippa, Ar. C., & Amodekar, K. (2024). Working towards a Green Economy – Meaning, Measures, Policies & Implementation. *International Journal of Scientific Research and Management*, 12(08), 7071–7182. <https://doi.org/10.18535/ijstrm/v12i08.em18>.

UNICEF. (2015). The state of the world's children 2015: Reimagine the future – Innovation for every child. <https://www.unicef.org/reports/state-worlds-children-2015>.

UNICEF. (2018). Analyse de la situation des enfants au Bénin (SiTAN) 2017.

Union africaine. (2022). Stratégie pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Extrait de <https://au.int/en/gender-equality-womens-empowerment>.

Voss, R. C., Jansen, T., Mané, B., & Shennan, C. (2021). Encourager l'adoption des technologies en utilisant les TIC et les essais agricoles au Sénégal: Leçons pour l'équité entre les sexes et l'impact à grande échelle. *World Development*, 146, 105620. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2021.105620>.

Yobom, O. (2020). Changement climatique, agriculture et sécurité alimentaire au Sahel. Thèse de doctorat, Université Bourgogne Franche-Comté.



1

2

3

4

5

6

7

8

9

